

Le rôle de l'UNESCO dans le développement
des systèmes d'information pour les
pays en voie de développement

par

Paul N. Dussault

Thèse présentée à la Faculté des
Sciences Sociales, Département de Sciences Politiques
de l'Université d'Ottawa, en vue de l'obtention de la
maîtrise-es-arts, option Sciences Politiques

Ottawa, septembre 1967



UMI Number: EC55612

INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

UMI[®]

UMI Microform EC55612
Copyright 2011 by ProQuest LLC
All rights reserved. This microform edition is protected against
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

ProQuest LLC
789 East Eisenhower Parkway
P.O. Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346

Cette thèse a été préparée sous la direction de M. W. Badour, professeur au Département de Sciences Politiques. La bienveillance du personnel de la division de l'Information à l'UNESCO, et en particulier les conseils de M. Ifzi Topuz, nous ont permis de compléter nos recherches. M. David Bartlett, de la Commission canadienne pour l'UNESCO, a eu l'amabilité de mettre sa bibliothèque à notre disposition.

SOMMAIRE

11

	<u>Page</u>
Liste des schémas, tableaux et organigrammes	iv
Chapitre I - Introduction	1
Chapitre II- Les facteurs motivant la mise en oeuvre d'un programme de l'UNESCO dans le domaine des media d'information	6
Section A. Le rôle clef des systèmes de communi- cation dans le processus de développement: théories et études de cas	6
1. Lippman et Tchakhotine	6
2. Le "flux à deux temps"	8
3. Les media: agents de conservation ou de changement	8
4. Système de communication, système politique et système social	9
5. Etudes de cas	12
6. Résumé des propositions	17
Section B. L'état des communications dans le monde en 1950 et en 1960	18
1. La radiodiffusion	18
2. La télédiffusion	24
3. Les journaux	27
4. Le cinéma	31
5. La pénurie dans les pays en voie de développement	32
Section C. Le travail des associations gouverne- mentales et non-gouvernementales	35
Chapitre III - Le rôle de l'UNESCO	41
Section A. Les structures et les provisions budgétaires	41
1. Structure interne	41
2. Coopération avec les organismes internationaux	46
3. Les budgets	47

Page

Section B. Les programmes de l'UNESCO	49
1. Les débuts	49
2. La recherche	52
3. La formation du personnel d'information	65
4. Les techniques d'information et l'éducation	70
5. Autres formes d'aide aux pays membres	75
6. Les communications spatiales ..	79
Section C. Evaluation des programmes	86
Conclusion	89
Appendices	93
I. Liste des Cahiers du Centre de documentation de l'UNESCO	93
II. Liste des publications de la collection: La presse, le film et la radio dans le monde d'au- jourd'hui	94
III. Les budgets pour le développe- ment des media	95
Bibliographie	
A. Sources primaires	103
B. Sources secondaires	111

LISTE DES SCHEMAS, TABLEAUX ET ORGANIGRAMMES

<u>A. Schémas</u>	<u>Page</u>
1. Système social et système politique	10
2. Les variables: urbanisation, éducation, communications et développement politique ...	11
3. Système de media et système oral	13
<u>B. Tableaux</u>	
1. Nombre total d'émetteurs (radio)	19
2. Nombre d'émetteurs par pays (radio)	21
3. Nombre de récepteurs par 1000 habitants (radio)	22
4. Nombre d'émetteurs (radio)	23
5. Nombre d'émetteurs (télévision)	25
6. Nombre de récepteurs (télévision)	26
7. Récepteurs de télévision en service	27
8. La presse quotidienne dans le monde	29
9. Nombre de journaux (1956)	30
10. Assistance au cinéma	31
11. Nombre de quotidiens, récepteurs, etc.....	33
12. Nombre de quotidiens, émetteurs, etc.....	34
13. Résumé des dépenses	49
<u>C. Organigrammes</u>	
1. Structure du Secrétariat (1966)	44
2. Structure du Secrétariat (proposition de 1967)	45

CHAPITRE I

INTRODUCTION

Lorsque les chercheurs ont formulé l'hypothèse de l'interdépendance du développement socio-politique et de l'information, les sciences sociales ont envahi un nouveau domaine d'investigation. On explora alors le rôle des media d'information. Une société doit investir dans plusieurs secteurs pour développer une économie diversifiée et le processus de développement, conséquence: des investissements, s'accompagne d'une transformation sociale en créant de nouvelles unités, de nouveaux groupes et des fonctions nouvelles. Or, c'est en tant qu'instrument de mobilisation des ressources humaines que l'information joue un rôle dans ce processus de transformation. La science politique se devait donc d'explorer les effets des media d'information pour arriver à les situer à l'intérieur d'une théorie des éléments et des fonctions du système politique.

Si la société 'produit, choisit et achemine' les biens de consommation et les services, la culture 'produit, choisit et achemine' l'information¹. L'information constitue donc une série de modèles de comportement, construits à

1. Karl W. Deutsch, Nationalism and Social Communication, p. 87-90.

partir des valeurs, transmis entre les hommes pour les renseigner sur des faits et leur communiquer des attitudes. Nous utiliserons dans ce travail les termes 'systèmes de communication' ou 'systèmes d'information' pour désigner trois éléments, trois composantes, soit les media ou les moyens matériels (e.g. le tam-tam ou la radio), le message transmis et les interlocuteurs. Le terme 'information' signifiera le produit du système de communication. Pour illustrer l'emploi de cette terminologie, voyons le rapport qui existe entre nationalisme et information. Deutch soutient qu'à travers le système de communication, le groupe national cherche à contrôler les attitudes et le comportement des membres en transmettant l'information, c'est-à-dire un ensemble de faits et leur évaluation. L'information, dit-il, tente d'assurer une cohésion, un consensus entre les divers éléments d'une société, d'où le nationalisme².

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'intéresse aux media d'information justement parce que les media transmettent, intra et inter nations, la science, l'éducation et la culture. A l'article premier, paragraphe 2a de son Acte constitutif, l'organisation se donne, entre autres, une fonction précise:

"(elle) favorise la connaissance et la compréhension mutuelle des nations en prêtant son concours aux organes

2. idem, p. 96.

d'information des masses; elle recommande, à cet effet, tels accords internationaux qu'elle juge utiles pour faciliter la libre circulation des idées par le mot et par l'image³.

L'UNESCO a tenté de remplir, dans la mesure de ses ressources, cette fonction en adoptant une double orientation, l'une qu'on pourrait qualifier de globaliste, l'autre plus restreinte. A la suite de sa création, en 1946, on prétendait alors que l'UNESCO pourrait, pour des fins humanitaires, promouvoir le développement de la science, de l'éducation et de la culture et ainsi éviter que les guerres ne prennent naissance dans l'esprit des hommes⁴. On abandonna peu à peu cette orientation globaliste et trop vaste ayant pour but de créer pour toujours une infaillible compréhension mutuelle des peuples. On tenta plutôt de jouer un rôle plus modeste, plus restreint, celui d'offrir aux pays membres des services dans les domaines scientifique, éducatif et culturel.

A notre avis, - nous le soumettrons comme postulat, - toute analyse des programmes de l'UNESCO ne saurait ignorer ce changement d'orientation parce qu'il fournit les critères d'évaluation de ces programmes. L'UNESCO a entrepris dans sa deuxième phase de servir les peuples, de les aider à acquérir le minimum vital d'abord et à développer ensuite les trois domaines d'action qui constituent sa raison d'être.

3. Qu'est-ce que l'UNESCO? Unesco, p. 66.

4. Acte constitutif, Préambule, ibid.

Il s'agissait donc pour l'organisation de réaliser un prérequis à la compréhension mutuelle des peuples: il faut en tenir compte. Pour le moment donc, le premier critère devant servir à l'évaluation des programmes de l'UNESCO, ce n'est pas tant de déterminer jusqu'à quel point l'UNESCO a réalisé la compréhension mutuelle à l'échelle internationale, mais bien de déterminer ce que l'UNESCO a fourni comme services pour assurer le minimum vital et le développement de ses membres en matière d'éducation, de science et de culture.

Avant d'évaluer les programmes de l'UNESCO dans le domaine des media d'information selon le critère décrit plus haut, nous analyserons d'abord les facteurs qui ont motivé la mise en oeuvre de tels programmes (chapitre II). Il suffira, en premier lieu, de démontrer comment les media d'information influencent le développement national, raison première de l'existence de programmes de développement des media. Ensuite nous dresserons un tableau des communications dans le monde en 1950 et en 1960 afin d'illustrer jusqu'à quel point certains pays sont dépourvus. Nous décrirons brièvement le travail des organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Dans un troisième chapitre, après avoir traité des structures et du budget, nous analyserons les programmes et suivront quelques remarques en guise de conclusion.

Il serait nécessaire de préciser auparavant les limites de ce travail. Nous avons tenté de résumer les efforts entrepris par l'UNESCO afin d'en souligner les aspects importants, renonçant à décrire au complet chaque programme, ce que l'espace ici n'aurait pas permis. Toute synthèse, et c'est une limite frustrante, risque d'omettre certains aspects secondaires ou d'accorder à certains facteurs plus de poids qu'ils ne méritent; nous nous sommes toutefois efforcé de souligner chacun des traits importants du programme de développement des media de l'UNESCO. Cette thèse, en conséquence, si l'auteur avait pu embellir la phrase et enjoliver le langage, ressemblerait à un portrait, à un tableau, plutôt qu'à une photographie.

En marge de notre travail, qui a pour but de définir le rôle de l'UNESCO dans le développement des systèmes d'information, deux domaines complémentaires demeurent, entre autres, ouverts à la recherche: d'abord la nature et le volume d'aide bilatérale et multilatérale au profit des media d'information des pays sous-développés et, en second lieu, l'efficacité réelle des divers programmes de développement des media, compte tenu des divers contextes particuliers.

CHAPITRE II

Les facteurs motivant la mise en oeuvre
d'un programme de l'UNESCO dans le domaine des
media d'information

Section A. Le rôle clef des systèmes de communication dans le processus de modernisation: théories et études de cas.

1. Lippman et Tchakhotine

Politologues et sociologues s'intéressent aux media d'information depuis la fin de la première guerre mondiale. En 1922, un pionnier, Walter Lippman, décrivait dans son volume L'Opinion publique,¹ le fonctionnement du mécanisme grâce auquel les partis politiques influençaient les électeurs américains. Serge Tchakhotine, en 1939, publiait en France Le viol des foules, ouvrage qui causa un retentissement puisqu'il analysait les techniques de propagande de l'Allemagne hitlérienne². Aux Etats-Unis et en Europe, on employait alors couramment les formules "manipulation" et "viol des foules".

2. Le "Flux à deux temps"

Après 1945, le "mythe" de la manipulation tend à disparaître grâce à la publication de plusieurs travaux,

1. Lippman, Public Opinion, Harcourt, Brace, 1922.

2. Tchakhotine, Le viol des foules par la propagande politique, 2ème édition, Gallimard, 1952.

dont les études portent sur le comportement à Rovere (U.S.A.), sur les techniques de promotion des ventes (Decatur) et sur l'attitude des médecins face aux nouveaux produits pharmaceutiques³. On s'aperçoit alors que le public ne constitue pas une masse d'individus cloisonnés où chacun puise dans les media son information sans l'aide de personne⁴. On réalise que les leaders d'opinion sont en général davantage exposés aux media, soit la radio, les journaux et les périodiques. On remarque que la masse, avant d'adopter une opinion, consulte les leaders. De là, les spécialistes ont conçu le modèle du "flux à deux temps"⁵ où il y a un courant vertical et direct de la source émettrice d'information (e.g. la radio) vers les leaders d'opinion, et ensuite, à travers les leaders, un courant horizontal et indirect de retransmission des messages par contact personnel aux individus du groupe.

-
3. Grâce à ces recherches, un groupe de spécialistes ont pu grouper les données nécessaires à une systématisation. On retrouve une analyse de ces études dans l'article de Elihu Katz "The two-step flow of communication: an up-to-date report on an hypothesis" in David Singer, Human Behavior and International Politics, 1965.
 4. L'expression des auteurs de The People's Choice est la suivante: "a mass of disconnected individuals hooked up to the media and not to each other". Re "The People's Choice", article de Lazarfeld, Berelson et Gaudet, reproduit avec analyse de Katz in Singer Human Behavior ..., p. 293.
 5. Re "La Sociologie des communications de masse" de Joffre Freedman in Aspects de la sociologie française, de Le Bras et alius, Paris, 1966, traduction de l'expression "Two-step flow of communication".

Cette découverte a donné lieu à l'élaboration de méthodes afin d'analyser le contenu des messages d'information⁶, de même que leurs effets sur la société en général.

3. Les media: agents de conservation ou de changement

Joseph Klapper, après avoir analysé un nombre d'études sur les media d'information, a formulé certaines généralisations. D'abord, dit-il, les media ne fonctionnent pas dans un vacuum mais plutôt à l'intérieur d'un ensemble de facteurs et d'influences environnantes. Deuxièmement, ces facteurs et ces influences ont tendance, dans les pays développés⁷, à faire des media un agent de renforcement des conditions sociales existantes plutôt qu'un agent de transformation de ces conditions. Les "sujets" d'une émission radiophonique, par exemple, auraient tendance, à cause du grand nombre de messages qu'ils reçoivent des media tous les jours, à choisir et à retenir une information confirmant leur valeur plutôt qu'une information appelant une transformation. De même d'autres facteurs, tels les relations au sein de groupes homogènes, rendraient les media d'information un agent de conservation plutôt que de transformation. En troisième lieu, Klapper soutient que dans le cas où les media demeurent un

6. Berelson avait développé en 1952 (Re B. Berelson, Content Analysis as a tool of Communication Research, Free Press, 1952) une technique d'analyse de contenu qui fut ensuite révisée par plusieurs auteurs dont Sola Pool, Trends in Content Analysis, U. of Illinois Press, 1959.

7. Joseph T. Klapper, "What we know about the effects of mass communication: the brink of hope", Public Opinion Quarterly, XXIV (1961), p. 560.

agent de transformation, on obtient l'une des deux conditions suivantes: a) les influences environnantes cessent de jouer le rôle de catalyseur, et les media ont donc un effet direct et non indirect, ou, b) les influences environnantes elles-mêmes deviennent des agents de transformation.

Ainsi, ces hypothèses, que l'auteur a vérifiées par la suite⁸, nous permettent de prévoir que les media d'information auront un effet positif (dans le sens d'une confirmation ou d'un renforcement) ou un effet négatif (dans le sens d'un changement) sur les attitudes et les comportements.

4. Système de communication, système politique et système social

Quant aux effets d'un système de communication sur le processus politique, Lucian Pye en énumère quelques-uns⁹. Le système permet d'abord (1) de relier les actes individuels et collectifs qui ont pour but de gagner du pouvoir. De cette façon, la société peut saisir l'ensemble du processus politique. Ensuite, le système (2) projette devant le public certains actes individuels que la société autrement ignorerait (transforms man-sized into society-sized acts). De plus, non seulement le système (3) tend à assurer une rationalisation des politiques, mais aussi (4) il informe les gens sur les motifs

8. Il s'agit d'une vérification partielle qui ne permet pas d'élaborer des systématisations au point de déterminer l'influence relative de l'agent, i.e., le medium d'information, sur le processus de conservation ou de changement des attitudes. Avec ces "modèles de développement politique" (re p. 11, schéma 2), on peut déterminer l'influence relative des agents.

9. Lucian W. Pye, Aspects of Political Development, 1966, p. 154 ss.

et les intentions de ceux qui posent des gestes politiques et qui formulent des programmes. Enfin, le système (5) établit un cadre commun grâce auquel les gens peuvent, dans une certaine mesure, juger des conséquences à termes d'une politique, et (6) établir certaines règles de finalité en définissant le domaine du probable et du possible. Pye a ainsi démontré qu'il existait une relation étroite entre le système de communication (quelle que soit la nature de ce système) et le processus politique. Or, si le système politique forme une partie du système social, on peut donc concevoir le schéma suivant:

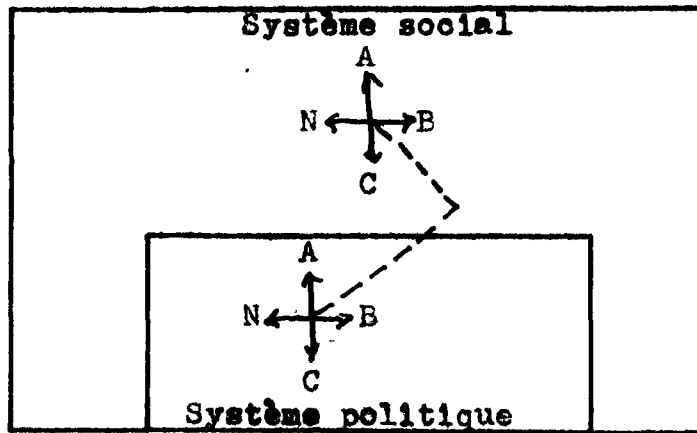


Schéma 1

Les lignes pointillées représentent le système de communication qui unit, premièrement, dans ses fonctions intra, les agents A,B,C,N, du système social et les agents A,B,C,N, du système politique, et deuxièmement, unit dans une fonction inter, le système social et le système politique¹⁰.

10. Ce schéma simplifie deux catégories arbitraires de fonctions du système de communication, les agents du système social et du système politique pouvant être les mêmes. De même, on pourrait considérer le système politique et le système social comme un seul système. Même en adoptant ce dernier postulat, on peut distinguer quand même les catégories suggérées ici.

Il reste à déterminer de façon théorique quelle relation peut exister entre le développement du système de communication et le développement politique et social. Pour déterminer cette relation, il s'agit de choisir parmi les modèles de développement que les spécialistes ont élaborés. Simplement à titre d'illustration et pour démontrer qu'une telle relation existe, nous examinerons le modèle de McCrane et Cnudde. Postulant que l'information est un prérequis au bon fonctionnement d'une démocratie, les auteurs¹¹ ont choisi quatre variables, soit l'urbanisation (U), l'éducation (E), les communications (C) et le développement politique (D):

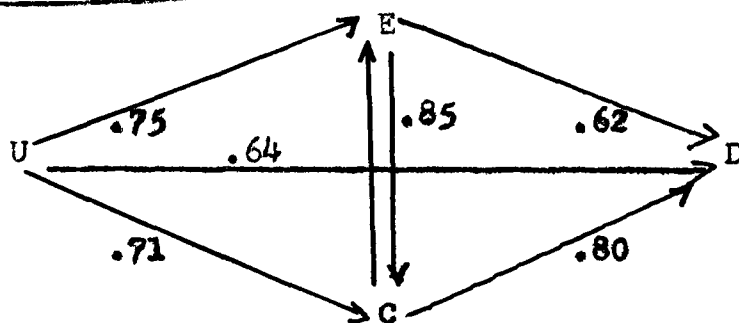


Schéma 2¹²

Le schéma 2 indique les six coefficients de corrélation possible entre les quatre variables. On remarque que le

-
11. Donald S. McCrane et Charles F. Cnudde, "Toward a communication theory of democratic political development: a causal model". A.P.S.R., vol. LXI, No.1, 1967, p. 72-79. En fait, il n'y a pas de raisons valables pour supposer que le développement politique non-démocratique (au sens de non-participation des citoyens) impliquerait nécessairement l'absence de système de communication. Si la nature du système politique toutefois commande un système approprié de communication pour analyser la relation dans un système non-démocratique, il faudrait peut-être choisir d'autres variables.
 12. idem, p. 75. Les coefficients calculés d'après la méthode Simon Blalock.

développement politique est lié au développement des communications de l'urbanisation et de l'éducation (coefficients .80, .64 et .62 relativement). Parallèlement, le développement des communications est lié étroitement au développement des deux variables, urbanisation (.71) et éducation (.85). Il existerait donc une relation intime entre le développement des communications et le développement politique puisque l'urbanisation accentue le développement de l'éducation qui cause le développement des communications, d'où le développement politique, et ainsi de suite.

Mais voyons maintenant comment, de façon concrète, les media d'information peuvent transformer une société.

5. Etudes de cas

L'étude de Daniel Lerner au Moyen-Orient a permis de juger de la transformation sociale. Balgat, l'un des endroits visités en Turquie¹³, est situé à quelque huit kilomètres au sud d'Ankara. Les premiers interviews des habitants de ce village ont eu lieu en 1950 alors qu'il n'y avait pas de route le reliant à la capitale. Balgat était isolé. Il n'y avait qu'un appareil radiophonique, propriété du chef, et c'est le chef qui interprétait les nouvelles et les commentait pour le bénéfice des villageois. Alors que le chef se trouvait satisfait de l'état de son village, l'épicier qui, lui, venait de la ville et y allait souvent, aurait

13. Daniel Lerner, The Passing of Traditional Society ...
p. 19 ss.

souhaité des changements. En 1954, après la construction d'une route, on ne se reconnaissait plus. Avec le développement des communications, on avait amené l'électricité, le chef avait perdu de son autorité. Les villageois, plusieurs d'entre eux travaillaient à la ville, ne consultaient plus le chef; leur comportement avait changé. Le cas de Balgat, soutient Lerner, est typique du Moyen-Orient. Au coeur du processus de "modernisation":

"se trouve la transformation des moyens de communiquer les idées et les attitudes: la diffusion dans un vaste public d'images vivantes du nouveau mode de vie est un effet caractéristique de la modernisation."¹⁴

La modernisation, selon Lerner, se fait en trois phases: d'abord, l'urbanisation, ensuite l'alphabétisation, après l'information qui accentue l'alphabétisation. A la base de ce processus on retrouve l'empathie, i.e., une disposition personnelle des gens mobiles à s'adapter. Lerner distingue deux systèmes d'information:

	<u>Le système de media</u>	<u>Le système oral</u>
Forme	- Diffusé (par media)	Personnel (face à face)
Audience	- Hétérogène (masse)	Primaire (groupes)
Continu	- Descriptif (nouvelles)	Prescriptif (règles de conduite)
Source	- Professionnel (compétence)	Hiérarchique (statut)

Schéma 3¹⁵

14. idem, p. 45 (l'eupéanisation se transmettait par les moyens d'information des classes; la modernisation par les moyens d'information des masses.

15. idem, p. 55.

On retrouve le système diffusé par des professionnels pour les masses dans une société urbanisée alors qu'on retrouve surtout le système prescriptif s'adressant à des groupes primaires, surtout dans la société rurale. Le changement s'opère toujours du système oral au système de media¹⁶ et non à l'inverse. Cette transformation, Lerner l'a observée au Moyen-Orient.

Y.L.L. Rao a étudié, en 1962, deux villages indiens. Le premier village commençait déjà à se transformer tandis que le second demeurait attaché aux valeurs traditionnelles¹⁷. L'enquête démontre que, dans les deux villages mais à des degrés différents, il y a interaction constante et cumulative entre la diffusion des informations et le développement économique. Rao décrit le processus en soulignant comment l'information et les avantages économiques profitent d'abord aux riches et aux puissants, mais peu à peu,

"... la masse commence à remarquer les changements et à poser des questions. Lorsqu'il existe des moyens d'information, ces questions reçoivent des réponses, et un nombre croissant de gens commencent à tirer parti des nouvelles possibilités..... Lorsqu'on dispose de divers moyens d'information des masses (presse, radio, etc.), les changements résultant des idées économiques, sociales et politiques qui pénètrent dans la communauté se font sans heurt"

16. idem, p. 56.

17. Enquête pour l'Institute for Communication Research de l'Université Stanford, re L'Information et le développement national, Wilbur Schramm, p. 68.

Les connaissances nouvelles, ajoute Rao, tendent à créer d'abord des tensions qu'on allège en donnant à la population toutes les informations pertinentes, ce qui contribue à déclencher un développement en spirale¹⁸.

Les observations de Doob confirment celles de Lerner et de Rao¹⁹ quant à l'importance de l'information dans l'évolution culturelle et l'interaction entre le développement des media et le développement économique et social. Dans le passage de l'ancien au nouveau système de communication, il faut respecter le milieu et la culture locale. Doob cite comme exemple les émissions radiophoniques à la Côte-de-l'Or imitant la manière dont le chef transmet ses messages à la tribu:

"Un tam-tam indicatif, comme celui qui est utilisé pour rassembler les habitants du village, annonçait le début de l'émission; tout comme l'orateur officiel à l'ouverture d'une réunion, le speaker commençait par saluer les dignitaires (le grand chef et le chef du village) et par émettre des vœux pour les semailles et la protection des récoltes."²⁰

Le contenu de l'émission avait plus de signification puisque celle-ci se situait mieux dans les cadres du milieu culturel.

18. Damle ("Communication of modern ideas and knowledge in Indian villages") dans son étude de sept villages indiens avait souligné comment "the social structure also determines the qualitative and quantitative content of the communications that are assimilated", p. 267.

19. Doob, Leonard W., Communication in Africa: a search for boundaries.

20. ibid., p. 286.

L'étude de Everett Rogers de cinq villages en Colombie fournit une vérification dans les faits de la théorie de modernisation de Lerner²¹. L'auteur choisit cinq critères de la modernisation, soit l'empathie, la débrouillardise (innovativeness), les connaissances politiques, le désir de réussir (achievement motivation) et les aspirations éducationnelles et opérationnelles. Ensuite, il démontre la relation entre l'information des media et les critères qu'il choisit comme variables. Les connaissances politiques des gens s'avèrent liées de façon significative à la diffusion de l'information. De même les paysans mieux informés ont-ils le désir de mieux réussir dans leur travail (higher levels of achievement motivation), et espèrent aussi donner à leur enfant une meilleure éducation et une meilleure position que la leur (higher educational and occupational aspirations for their children).²² L'auteur conclut que les media ont un effet certain sur les variables:

"thus, ... one portion of the effect of functional literacy on various indices of modernization is made through mass media exposure. ... functional literacy enables peasants in a developing society to attend to the mass media; this exposure in turn leads to various "modernization consequences" such as innovativeness, empathy, political knowledge and educational aspirations for children..."²³

21. Everett M. Rogers, Mass media exposure among Colombian Peasants.

22. ibid., p. 621.

23. ibid., p. 624.

Par conséquent, media d'information et modernisation vont de pair.

6. Résumé des propositions

Quelles systématisations pouvons-nous déduire de ces études? D'abord, les chercheurs ont prouvé que les media d'information affectaient grandement la société parce qu'ils jouent un rôle dans le changement social, économique et politique. Wilbur Schramm résume en douze propositions l'action des media sur une société en voie de développement; d'abord, leur fonction d'observation:

- "(1) Les moyens d'information peuvent élargir l'horizon intellectuel,
- (2) peuvent commander l'attention (sur des thèmes particuliers),
- (3) peuvent susciter des aspirations,
- (4) peuvent donc créer un climat favorable au développement,"

ensuite leur rôle dans l'élaboration des décisions:

- (5) ... peuvent aider indirectement à modifier des attitudes solidement ancrées ou des pratiques auxquelles la population est attachée (consensus),
- (6) peuvent fournir des éléments pour les communications personnelles,
- (7) peuvent conférer du prestige (légitimer la situation que certains individus occupent dans la société),
- (8) peuvent élargir le dialogue politique,
- (9) peuvent assurer l'application des normes sociales,
- (10) peuvent aider à former le goût (appréciation de l'art),
- (11) peuvent modifier les attitudes peu profondes (réorientation)",

enfin, leur rôle en éducation:

- (12) ... peuvent rendre des services considérables dans tous les domaines de l'éducation et de la formation.²⁴

Grâce à ces études de l'effet des media d'information, l'UNESCO a tenté d'élaborer des programmes de développement des media dans les pays sous-développés qui tiendraient compte des mécanismes fondamentaux de communication. Comme l'indiquent les pages suivantes, les pays "pauvres" avaient grandement besoin de se donner des systèmes d'information qui puissent servir à leurs besoins.

Section B. L'état des communications dans le monde en 1960

Avec le développement technique d'après-guerre, les moyens de communication ont connu un essor prodigieux, du moins dans certains pays. Nous analyserons ici comment la radio, la télévision, les journaux et les films sont devenus plus accessibles durant la décennie 1950-1960. Les données disponibles, toutefois, ne sont que des évaluations.

1. Radiodiffusion

Le nombre total d'émetteurs de radiodiffusion dans le monde est passé de 5,900 en 1950 à 12,400 aux environs de 1960, ce qui indique une augmentation de 106 p. 100 (conf. tableau 1).

24. Schramm, L'information et le développement national, p. 154-176.

Tableau 1

Continent	Nombre total d'émetteurs 1950	Nombre total d'émetteurs Environ de 1960	Aug. %
Afrique	140	350	150
Amérique du Nord	3,600	5,700	58
Amérique du Sud	800	1,900	137
Asie	450	1,200	166
Europe	560	2,600	365
Océanie	200	250	25
URSS	100	400	300
Total dans le monde	5,900	12,400	106

Sources: Statistiques de la radiodiffusion et de la télévision 1950-1960, Unesco, 1963, p. 8.

Cette croissance toutefois n'est pas uniforme.

L'accroissement pour l'Afrique et l'Asie se chiffre à 150 p. 100 et 166 p. 100 respectivement, alors que l'Europe et l'URSS ont connu une augmentation de 365 p. 100 et 300 p. 100 respectivement.

Malgré cette croissance, il existait encore en 1960 une forte disproportion puisque seulement 1,200 émetteurs de puissance totale relativement faible desservaient une population de 1,653,700 habitants en Asie, que 350 émetteurs desservaient une population de 232,800 habitants en Afrique alors que 265,400 citoyens nord-américains avaient à leur service

5,700 émetteurs. Le tableau 2 nous indique la disparité entre les pays développés et les pays sous-développés. En 1960, 7 pays d'Afrique (sur 55) n'ont pas encore d'émetteurs de radio alors qu'en Amérique du Nord, 11 pays (sur 25) ont plus de 20 émetteurs chacun.

De même, on note (re tableau 3) que 30 pays d'Afrique (sur 50) et 11 pays d'Asie (sur 38) avaient moins de 11 récepteurs de radio par milliers d'habitants en 1960, alors qu'un seul pays d'Amérique (sur 22) en possédait si peu.

Tableau 2

**Nombre d'émetteurs de radiodiffusion en service
(par continent)**

Continent	Pop. en milliers	Année	Nombre total de pays	Pays classés en fonction du nombre d'émetteurs						
				0	1	2-5	6-20	21-50	51-200	200+
Afrique	178,722	1950	55	23	14	11	6	1	-	-
	232,806	1960	55	7	7	25	12	4	-	-
Amér. du N.	217,070	1950	25	4	5	4	3	6	1	2
	265,400	1960	25	1	2	6	5	5	4	2
Amér. du S.	110,746	1950	14	1	-	3	1	2	6	1
	143,123	1960	14	-	1	3	1	1	6	2
Asie	1,342,283	1950	40	5	9	12	9	3	2	-
	1,653,651	1960	40	-	3	18	9	3	6	1
Europe (inc. URSS)	587,767	1950	34	3	1	8	13	4	5	-
	638,800	1960	34	3	-	5	9	6	7	1
Océanie	12,428	1950	20	10	5	3	-	1	1	-
	15,695	1960	20	3	9	6	-	1	1	-
Total dans le monde	2,449,016	1950	188	46	34	41	32	17	15	3
	2,949,475	1960	188	14	23	63	36	20	24	5

Source: Les données sont tirées de "Statistiques de la radiodiffusion et de la télévision 1950-1960", Unesco (SS 62, XVI, 8F), p. 7, et les chiffres de la population, de "Annuaire démographique 1961", Nations Unies, 62, XIII.I, p. 126-137 (estimations au milieu de l'année).

Tableau 3

Nombre de récepteurs de radiodiffusion
par milliers d'habitants
(par continent)

Continent	Pop. en milliers	Année	Nombre total de pays	Nombre de récepteurs par milliers d'habitants				
				10+	11-50	51-100	101-200	+200
Afrique	(1)	1950	50	42	8	-	-	-
		1960	50	30	15	5	-	-
Amérique du Nord	(1)	1950	22	6	10	1	3	2
		1960	22	1	8	6	5	2
Amérique du Sud	(1)	1950	12	-	7	2	2	-
		1960	12	-	1	7	3	1
Asie	(1)	1950	38	26	10	-	2	-
		1960	38	11	15	9	3	-
Europe (inclus URSS)	(1)	1950	28	1	6	5	9	7
		1960	28	-	1	4	6	17
Océanie	(1)	1950	9	4	2	1	-	2
		1960	9	2	2	1	2	2
Total		1950	159	79	43	10	16	11
		1960	159	44	42	32	19	22

Source: "Statistiques de la radiodiffusion et de la télévision, 1950-1960", Unesco (SS 62, XVI, 8F), p. 12-13.

(1) pour fins de comparaison, re calcul de la population, voir tableau 2.

Le nombre total de récepteurs de radiodiffusion dans le monde est passé de 180 à 385 millions de 1950 à 1960, ce qui indique une augmentation générale de 113%. Leur répartition par continent nous apparaît tout aussi inégale (conf. tableau 4).

Tableau 4

Continent	1950		1960		Aug. % 1950-1960
	Nombre de récepteurs (en millions)	% du total mondial	Nombre de récepteurs (en millions)	% du total mondial	
Afrique	1.4	1	5.3	1	278
Amérique du Nord	93	51	190	50	104
Amérique du Sud	7	4	15	4	114
Asie	12	7	30	8	150
Europe (plus URSS)	64	36	140	36	118
Océanie	2.3	1	3.3	1	43
Total dans le monde	180	100	385	100	113

Sources: Statistiques de la radiodiffusion et de la télévision, 1950-1960, p. 13.

Malgré la forte augmentation du nombre de récepteurs dans le monde, l'Amérique du Nord utilise encore en 1960, 50 p. 100 de ces récepteurs alors que l'Afrique et l'Asie n'en possèdent que 1 et 8 p. 100 respectivement.

2. Télédiffusion

Dans le cas de la télévision comme pour celui de la radio, les postes récepteurs sont souvent situés dans des endroits publics, cafés, bars, restaurants, etc., ce qui ne donne pas toujours une idée exacte du public. Le nombre d'émetteurs et de récepteurs cependant reflète assez bien l'équipement d'un pays par rapport à un autre.

L'UNESCO a publié des statistiques portant sur le nombre d'émetteurs et de récepteurs de télévision pour les années 1953 et 1960 (plutôt que 1950 et 1960 pour la radio).

La disparité existant entre les pays est plus forte pour la télévision puisqu'il s'agit d'un médium d'information relativement nouveau. On remarque l'absence ou quasi absence d'émetteurs en 1953 pour l'Afrique et l'Asie, alors qu'en 1960, on évalue le nombre d'émetteurs en Afrique à 22 et en Asie à 160 par rapport à 731 en Amérique du Nord (voir tableau 5). Le nombre total de pays pouvant diffuser des émissions a passé de 19 en 1953 à 70 en 1960 (voir tableau 6).

Tableau 5

Nombre d'émetteurs de télévision
en service régulier
(par continent)

Continent	1953		1958		1960	
	Total	Satellites	Total	Satellites	Total	Satellites
Afrique	-	-	3	(1)	22	(10)
Amérique du N.	379	(4)	642	(34)	731	(43)
Amérique du S.	8	-	31	(15)	81	(35)
Asie	3	-	59	(4)	160	(26)
Europe (inclus URSS)	33	(8)	675	(437)	1,270	(900)
Total dans le monde	420	(10)	1,400	(490)	2,300	(1,000)

Source: Statistiques de la radiodiffusion et de la télévision
1950-1960, Unesco, p. 21, 22.

Le nombre de postes satellites (ou secondaires) est
inclus dans les totaux.

Tableau 6

Nombre de récepteurs de télévision
par millier d'habitants
(par continent)

Continent	Année	Nombre total de pays	Nombre de récepteurs par millier d'habitants						
			1	2-10	11-20	21-50	51-100	101-200	200+
Afrique	1953	0	-	-	-	-	-	-	-
	1960	5	3	2	-	-	-	-	-
Amér. du N.	1953	5	-	2	1	1	-	1	-
	1960	14	2	6	3	-	1	-	2
Amér. du S.	1953	3	1	2	-	-	-	-	-
	1960	8	2	2	2	2	-	-	-
Asie	1953	1	1	-	-	-	-	-	-
	1960	17	7	9	-	-	1	-	-
Europe (inclus URSS)	1953	10	5	4	-	-	1	-	-
	1960	24	-	5	3	8	5	2	1
Océanie	1953	-	-	-	-	-	-	-	-
	1960	2	1	-	-	-	-	-	-
Total dans le monde	1953	19	7	8	1	1	1	1	-
	1960	70	15	24	8	10	7	3	3

Source: "Statistiques de la radiodiffusion et de la télévision
1950-1960", Unesco, p. 23-24.

Alors que les Américains du Nord possédaient la presque totalité des récepteurs de télévision en 1953 (90%), en 1960, ils en possèdent encore 61% du total mondial (voir tableau 7).

Tableau 7

Récepteurs de télévision en service

Continent	Nombre total de récepteurs en milliers		
	1953	1958	1960
Afrique	-	20	120
Amérique du Nord	28,000	54,000	61,000
Amérique du Sud	100	1,400	2,100
Asie	8	1,600	6,200
Europe (inclus URSS)	3,300	17,700	31,000
Océanie	-	500	1,100
Total dans le monde	31,400	75,000	100,000

Source: Statistiques de la radiodiffusion et de la télévision 1950-1960, SS62, XVI, 8F, 1963, p. 23.

3. Journaux

On évaluait à 217,174 milliers le nombre d'exemplaires de journaux quotidiens paraissant dans le monde en 1952. Ce chiffre est passé à 253,000 milliers (conf. tableau 8) en 1956. L'Afrique en 1952 et en 1956 ne disposait que de 11 et 12 exemplaires par milliers d'habitants alors que pour les mêmes périodes, l'Amérique du Nord et l'Europe publiaient chacun plus de 200 journaux pour mille habitants.

En 1956, les Africains alphabètes ne disposaient que de 500 journaux (quotidiens et non quotidiens) alors que les Américains du Nord et les Européens pouvaient lire 10,400 et 5,700 journaux de même type, respectivement (conf. tableau 9).

Tableau 8

**La presse quotidienne dans le monde
(Evaluation)**

Continent	1952		1956	
	Tirage-global (milliers d'exemplaires	Nombre d'exemplaires par milliers d'habitants	Tirage-global (milliers d'exemplaires	Nombre d'exemplaires par milliers d'habitants
Total mondial	217,174	88	253,000	92
Afrique	2,226	11	2,700	(12)
Amérique du N.	61,457	273	65,000	264
Amérique du Sud	10,171	88	9,500	(74)
Asie	46,587	36	51,000	(34)
Europe	92,228	261	98,000	238
Océanie	4,504	322	4,800	318
URSS	-	-	22,000	110

Sources: A) Les données pour 1952 sont puisées de "Situation de la presse quotidienne en 1952" (Dec. 1953, Cahiers du Centre de documentation, n° 7), p. 12.

B) Les données pour 1956 sont puisées de "Statistiques sur les journaux et autres périodiques" 1960, (SS 59, XVI, 4F), p. 7.

Tableau 9

Nombre de journaux (quotidiens et non quotidiens)
d'information générale paraissant dans le monde
(vers 1956)¹

Continent	Pep. ³	Total tous journaux	Quotidiens	Non quotidiens	Consommation de papier journal (milliers de tonnes métriques) ²
Total mondial	-	30,000	8,000	22,000	9,456
Afrique	205,764	500	200	300	77
Amér. du N.	241,235	10,000	2,400	8,000	5,855
Amér. du S.	126,935	3,350	850	2,500	324
Asie	1,497,967	4,350	1,850	2,500	544
Europe	408,084	5,700	2,200	3,500	2,058
Océanie	14,061	600	100	500	197
URSS	205,200	5,100	400	4,700	(400)

1. Les données (évaluations) relatives au nombre de journaux proviennent de "Statistiques sur les journaux et autres périodiques", Unesco (SS 59, XVI, 4F) 1960, p. 7.

2. Les données (évaluations) quant à la consommation du papier journal sont puisées dans "Papier journal, évolution de la situation de 1928 à 1951", Unesco (Cahiers du Centre de documentation, 10). Février 1954, p. 44, et portent sur l'année 1951.

3. Les statistiques (estimations) sur la population sont tirées de "Annuaire démographique, 1961, ONU" (62, XIII.1), pour l'année 1955.

4. Cinéma

Durant la décade 1950-1960, le cinéma s'est beaucoup développé de sorte qu'en 1960, 26 pays ont produit plus de 20 long métrages, soit 12 en Europe, 8 en Asie, 2 en Amérique du Nord, 2 en Amérique du Sud, un en Afrique en plus de l'URSS¹.

Les données que nous avons sur l'assistance annuelle au cinéma, toutefois, démontrent les lacunes de certains pays d'Afrique et d'Asie (conf. tableau 10).

Tableau 10

Assistance annuelle par personne au cinéma en 1960

Afrique	1
Amérique du Nord	10
Amérique du Sud	5
Asie	4
Europe	9
Océanie	15
URSS	18

En Afrique, le développement du cinéma s'avère fort coûteux pour la plupart des pays. Ainsi la République Arabe Unie, qui se classe au quinzième rang pour la production des longs métrages, n'offre pourtant à ses citoyens que 1.3 siège par personne. Les cinéma ambulants, cependant, permettent à plus de gens de voir des longs métrages et des documentaires.

1. L'information à travers le monde, Unesco, 1964, p. 41.

5. La pénurie dans les pays en voie de développement

Dans une étude des moyens d'information dans 120 pays, l'UNESCO a découvert que les pays considérés comme sous-développés selon les normes des Nations Unies¹ sont aussi les plus dépourvus dans le domaine des moyens d'information:

Cent un pays ont un revenu inférieur à ce niveau (300 dollars par an par habitant) et celui de seize autres varie entre 300 et 400 dollars. A quelques rares exceptions près, les pays de ces deux groupes sont également ceux qui n'atteignent pas ou qui dépassent à peine, en matière d'information, le minimum de ressources indiqué par l'UNESCO²

En effet, le contraste entre pays pauvres et pays riches est frappant. Le tableau 11 indique les données du réseau récepteur et le tableau 12 indique les données du réseau émetteur.

On note que l'Afrique, pour 100 habitants, a à peu près sept fois moins d'exemplaires de journaux, quatre fois moins de places de cinéma, à peu près six fois moins de postes récepteurs de radio et 60 fois moins de récepteurs de télévision que la moyenne mondiale. De même, l'Asie se situe très au-dessous de cette même moyenne.

A part la différence quantitative des media d'information dans les pays pauvres, on remarque aussi des différences qualitatives à cause de la pénurie de ressources et la grande diversité des langues.

-
1. Un pays est sous-développé quand le revenu moyen par habitant est inférieur à 300 dollars par an.
 2. Unesco, "Les moyens d'information dans les pays en voie de développement", p. 18. Pour minimum de l'Unesco, re infra p.

Tableau 11

Nombre de quotidiens, de postes récepteurs de radio,
de places de cinéma et de postes récepteurs de
télévision pour 100 habitants (en 1961)

	Exemplaires de quotidiens	Postes récepteurs de radio	Places de cinéma	Postes récepteurs de télévision
Monde entier	9.8	13.2	2.3	3.8
Afrique	1.2	2.3	0.6	0.07
Amérique du Nord	25.0	73.0	5.5	23.4
Amérique du Sud	8.0	11.0	3.4	2.0
Asie	4.0	2.1	0.6	0.6
Europe	23.0	21.8	5.4	7.4
Océanie	29.0	20.6	7.7	8.3
URSS	18.1	20.5	5.6	3.0
Trois régions sous-développées (2/3 de la pop. mondiale)	3.8	2.7	0.8	0.6
Quatre régions développées (1/3 de la pop. mondiale)	22.7	35.8	5.5	10.7

Source: D'après World Communications, Paris, Unesco 1964. Reproduit
dans Schramm, L'Information et le développement national,
p. 119.

Tableau 12

Nombre de quotidiens, d'émetteurs de radio,
de films à long métrage et
d'émetteurs de télévision (1961)

	Quotidiens	Emetteurs de radio	Films de long métrage	Emetteurs de télévision
Afrique	220	400	43	25
Amérique du Nord	2,220	5,700	306	759
Amérique du Sud	750	1,900	59	87
Asie	11,270	1,220	1,618	258
Europe	2,980	2,820	1,030	1,406
Océanie	110	250	1	19
URSS	460	410	137	173
Trois régions sous-développées (2/3 de la pop. mondiale)	2,240	3,520	1,720	370
Quatre régions développées (1/3 de la pop. mondiale)	5,750	9,180	1,474	2,357

Source: D'après World Communications, Paris, Unesco 1964. Reproduit dans Schramm, "L'Information et le développement national", p. 120.

Les entreprises commerciales de radiodiffusion autant que les journaux, en Asie et en Afrique surtout, parviennent tout juste à survivre, sauf pour les entreprises commerciales étrangères:

"Dans de nombreux pays d'Afrique, les journaux qui appartiennent à des étrangers, - publiés généralement en français ou en anglais, - sont bien financés, bien équipés et prospères, mais la presse locale ... les journaux en langue vernaculaire sont généralement moins importants et moins prospères".³

L'UNESCO tente, par ses programmes d'aide au développement des media d'information, de remédier à cet ordre de chose.

Section C. Le travail des associations gouvernementales et non-gouvernementales

La question du développement des media d'information a suscité de l'intérêt surtout après la première guerre mondiale. Un groupe de directeurs et de propriétaires de journaux fondaient, en 1915, à San Francisco, le Congrès mondial de la Presse. Cet organisme international se réunissait en 1915 pour demander que "la transmission des nouvelles par câble et par radio bénéficie de tarifs réduits et de facilités accrues"¹. Le Congrès se réunissait en 1926 à Genève pour annoncer qu'il avait obtenu des réductions de tarifs pour les messages télégraphiques de nouvelles entre

3. Schramm, L'Information et le développement national, p. 126-127.

1. Les moyens d'information dans les pays en voie de développement, p. 7.

les Etats-Unis et l'Asie orientale, et aussi pour demander la convocation d'une conférence pour examiner les problèmes de la transmission des nouvelles; de plus,

"En ce qui concerne la formation professionnelle, il recommanda d'augmenter le nombre des écoles de journalisme, d'en relever le niveau et de multiplier les échanges internationaux de journalistes et de techniciens."²

La même année, l'Union panaméricaine convoquait une réunion de journalistes afin de discuter la création d'écoles de journalisme en Amérique latine de même que la suppression des tarifs d'importation sur le papier journal.

La Société des Nations fut la première association gouvernementale à prendre une initiative; elle convoquait en 1927 une réunion de représentants des agences d'information, de journalistes et d'experts à Genève:

"Cette conférence avait pour objet de rechercher les moyens d'assurer une transmission plus rapide et moins coûteuse des nouvelles ... elle discuta les questions de l'abaissement des tarifs de presse, de l'amélioration des communications et de la formation personnelle des journalistes."³

La Fédération internationale des journalistes, la Fédération internationale des associations de directeurs et propriétaires de journaux organisèrent en 1932 et 1933 des réunions afin de suggérer des mesures pour empêcher

2. idem, p. 7.

3. idem, p. 7.

la diffusion de nouvelles fausses ou inexactes. Plusieurs pays ont signé la convention sur l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix (1938)⁴.

Après la seconde guerre mondiale, d'autres efforts ont été entrepris. A partir de 1952, l'Union internationale des télécommunications participa au Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies (après que l'U.I.T. eut révisé sa convention à Buenos Aires en 1952)⁵; l'U.I.T. participa a de nombreux projets:

"en Afrique, ses experts ont donné des conseils sur l'emploi des radiofréquences en Libye. A l'Institut des télécommunications d'Ethiopie, des experts ont contribué à former plus de 500 fonctionnaires locaux. En Amérique du Sud, (ils) ont conseillé la Bolivie sur la modernisation de son réseau de radio et aidé le Paraguay à réorganiser ses services de radiocommunications et de téléphone. En Asie, ils ont formé des spécialistes Indiens dans le domaine des ondes ultra-courtes ..."⁶.

De même, la Jordanie, la Malaisie et l'Arabie Séoudite ont profité d'une assistance technique semblable. L'U.I.T. s'occupa en plus de tout le domaine technique des télécommunications et plusieurs conventions réglementant les émissions radiodiffusées et télédiffusées ont aidé les pays membres à assurer à leurs populations des services améliorés⁷.

-
4. Raymond Terron, L'information, p. 129.
 5. E.P.T.A. (~~Expanded Program of~~ Technical Assistance) créé par l'Assemblée Générale en 1949 (Rés. 304 (IV)). Re Yonah Alexander, International Assistance Expert, p. 7.
 6. Les moyens d'information dans les pays en voie de développement, p. 13.
 7. U.N. Yearbook, 1960, p. 664. Re Accord sur l'utilisation conjointe de certaines fréquences.

La Commission économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient (CEAEO) du Conseil économique et social a organisé avec l'U.I.T. une conférence à Tokyo en 1959 afin d'étudier les services de télécommunications dans les pays d'Asie⁸.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a entrepris en 1952, à la suite d'une demande à cet effet du Conseil économique et social, un programme d'action destiné à encourager la production du papier et de la pâte à papier, notamment dans les pays sous-développés:

"Le programme de la FAO prévoit trois phases: premièrement une étude des possibilités existant dans le monde entier d'accroître la production du papier et de la pâte à papier (le papier journal représentant environ 40% de cette production); deuxièmement, des conseils sur la création de nouvelles papeteries, compte dûment tenu de la qualité et de la régularité des ressources en matières premières; troisièmement, une assistance technique pour la construction et l'exploitation de ces papeteries..."⁹.

La FAO, après avoir fait son enquête mondiale, a examiné en 1952 divers procédés permettant de transformer des fibres produites dans les pays tropicaux ou subtropicaux et a présenté un rapport au Conseil économique et social¹⁰. Le Conseil invita alors les Etats membres à examiner les demandes

8. La CEAEO examine la possibilité de créer dans les pays d'Asie du sud-est des industries de fabrication de postes récepteurs de radio. Les moyens d'information dans les pays en voie de développement, p. 13.

9. Les moyens d'information dans les pays sous-développés, p. 14.

10. "Les ressources de pâte et de papier dans le monde: état présent et perspectives", FAO, 1955.

d'assistance technique que les États pourraient faire dans le but d'organiser des industries de pâte et papier¹¹. La FAO et la CEPAL (commission européenne pour l'Amérique latine) ont aussi accordé des bourses pour permettre à des techniciens des pays sous-développés d'étudier à l'étranger¹².

L'Union postale universelle (UPU) a contribué au développement des media d'information en amenant les États membres à accepter de réduire leurs tarifs des imprimés et à supprimer les droits de dédouanement qui, avant 1957, frappaient les journaux et autres publications. De plus, l'UPU a simplifié le système d'abonnement aux journaux et périodiques étrangers en permettant aux nouveaux abonnés de régler en monnaie nationale, dans les bureaux de poste locaux, leurs frais d'abonnement.

L'Organisation internationale du travail, pour sa part, étudie les questions économiques et sociales concernant les journalistes. Certaines organisations régionales ont aussi contribué, comme par exemple, l'OEA (Organisation des États américains), à la lutte contre l'analphabétisme et à la formation professionnelle des journalistes¹³.

Tout un groupe d'associations non-gouvernementales ont mis sur pied des programmes destinés à améliorer les media et le personnel d'information. La Fédération internationale

11. Rés. 569 (XIX), Conseil économique et social.

12. Les moyens d'information dans les pays en voie de développement, p. 14.

13. Re idem, p. 15.

des éditeurs de journaux et publications, l'Union de la presse du Commonwealth, l'Institut international de la presse, l'Alliance européenne des agences de presse et la Fédération internationale de la presse périodique, l'Association interaméricaine de la presse, etc.,¹⁴ ont tous démontré un vif intérêt à ces questions.

En somme, trois facteurs ont incité l'UNESCO à élaborer des programmes de développement des media. D'abord, les spécialistes ont démontré qu'il existait, pour les pays à faibles revenus, une forte relation entre information et développement, d'où la nécessité d'améliorer les media parallèlement avec le système d'éducation. En second lieu, l'inégalité même des services offerts aux pays en matière d'information justifiait la mise en oeuvre d'un programme d'ensemble, sous la direction d'un organisme international capable de seconder les plans d'aide bilatérale et multilatérale déjà en vigueur. Enfin, d'autres organismes internationaux avaient déjà obtenu dans ce domaine des succès relatifs à leurs objectifs. L'UNESCO se devait donc d'entreprendre la tâche herculéenne d'assurer à tous les peuples un minimum d'accès à l'information. Au chapitre suivant, nous verrons comment l'UNESCO, en se donnant des structures appropriées et en y consacrant une partie de son budget, a entrepris ce travail.

14. idem, p. 15.

CHAPITRE III

Le rôle de l'UNESCO

A. Les structures et les budgets

1. Structure interne

L'Organisation des Nations Unies pour la science, l'éducation et la culture comprend trois organes, soit la Conférence générale, le Conseil exécutif et le Secrétariat.

La Conférence générale détermine l'orientation et la ligne de conduite de l'organisation en approuvant les programmes soumis par le Conseil exécutif. Le mécanisme est décrit à l'article IV, paragraphe 4 de l'Acte constitutif.

"Quand elle se prononce pour l'adoption de projets à soumettre aux Etats membres, la Conférence générale doit distinguer entre les recommandations aux Etats membres et les conventions internationales à ratifier par les Etats membres. Dans le premier cas, la majorité simple suffit; dans le second, une majorité des deux tiers est requise ..."¹.

Il incombe à chacun des Etats membres de soumettre ensuite aux autorités nationales compétentes, "dans le délai d'un an à partir de la clôture de la session de la Conférence générale", les recommandations et/ou les conventions approuvées².

Le Conseil exécutif, composé de trente membres élus par la Conférence générale parmi les délégués, prépare l'ordre du jour de la Conférence générale, étudie le programme et le

1, 2. Acte constitutif de l'UNESCO, Qu'est-ce que l'UNESCO, 1966, p. 65 et suivantes.

budget préparés par le Directeur et assume ensuite la responsabilité de l'exécution du programme. Le Conseil, en somme, agit au nom de la Conférence générale³.

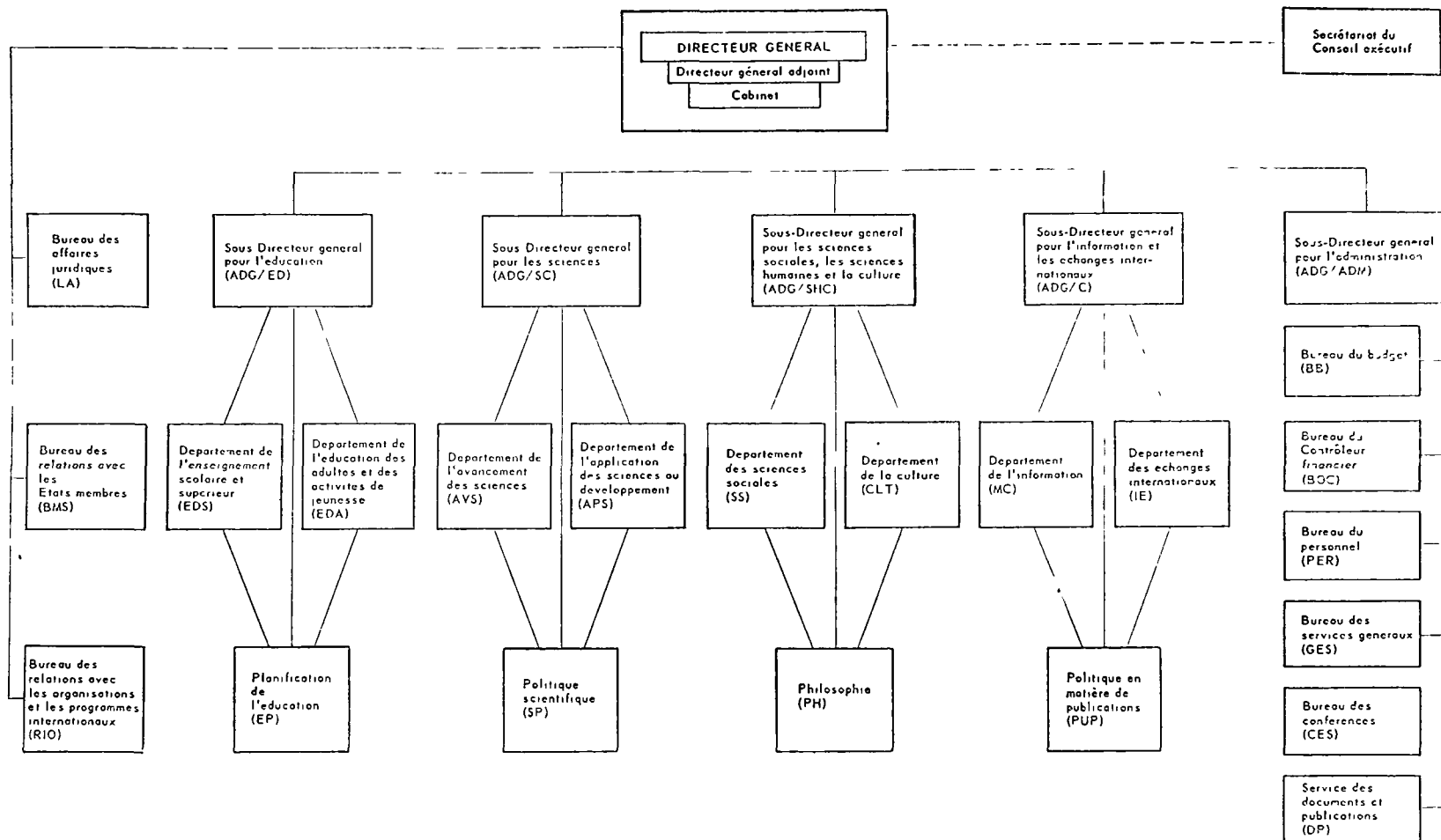
Le Directeur général joue le rôle de chef d'administration. Nommé par la Conférence générale pour une période de six ans⁴, il choisit le personnel du Secrétariat et occupe une fonction à caractère exclusivement international.

La structure du Secrétariat s'est modifiée avec les années. Ainsi, après la refonte des années 1954-1955, le Sous-directeur général pour l'information et les échanges internationaux avait à sa charge deux départements, celui de l'information et celui des échanges internationaux, et dirigeait en même temps le Bureau de la politique en matière de publications (conf. organigramme I). Pour 1967, le Directeur général propose une refonte de la direction générale pour l'information. Le Sous-directeur avait sous sa responsabilité deux départements, celui des moyens d'information et celui de la documentation, et quatre offices de services (conf. organigramme II). Par département, on entend une "unité se consacrant à un ensemble de disciplines", alors que l'office offre un "service qui opère d'un certain point de vue fonctionnel ou au moyen de certaines techniques"⁵. Cette distinction découle des notions de réseau vertical et horizontal. Le Secrétaire général explique

3, 4. ibid.

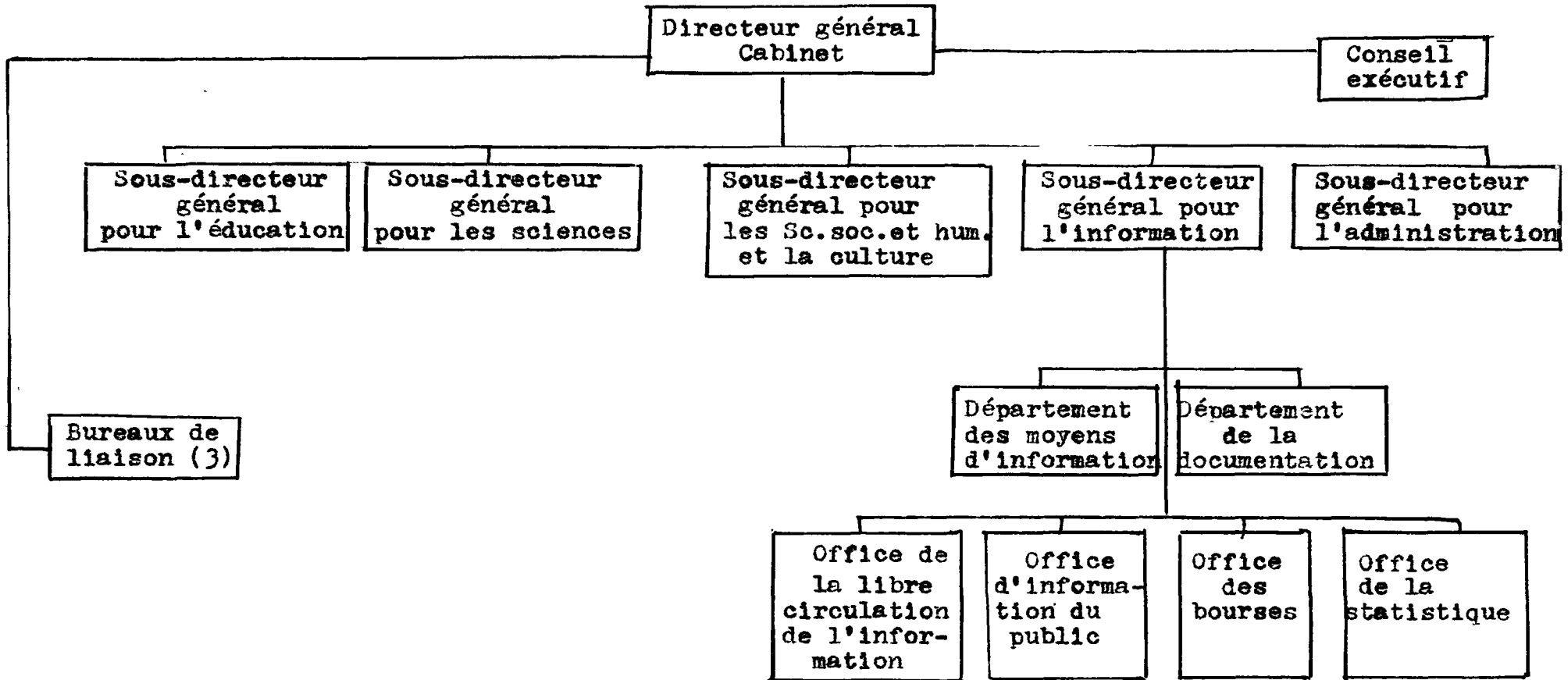
5. UNESCO, Projet de programme et de budget pour 1967-1968,
para. 141.

modification des structures qu'il propose pour 1967 comme découlant de la nécessité de créer un ensemble consacré à l'information. Le département favoriserait la transmission des connaissances sur le plan international, transmission par la circulation des signes à travers les media ou par la circulation des personnes.



SOURCE: Qu'est-ce que l'UNESCO, p.62

ORGANIGRAMME PARTIEL DU SECRETARIAT DE L'UNESCO
1967-1968



Source: Unesco. Projet de Programme et de Budget pour 1967-1968, para. 177.

2. Coopération avec les organismes internationaux

L'acte constitutif précise à l'article XI, para. 1:

"L'organisation peut coopérer avec d'autres organisations et institutions intergouvernementales spécialisées dont les tâches et activités sont en harmonie avec les siennes. A cet effet, le Directeur général peut, sous la haute autorité du Conseil exécutif, établir des relations effectives avec ces organisations et institutions, et constituer les commissions mixtes jugées nécessaires pour assurer une coopération efficace..."⁶.

En ce qui touche à la coopération avec les Nations Unies, elle est obligatoire, selon les dispositions de la charte des Nations Unies, articles 57 et 63⁷. L'organisation du programme d'assistance technique des Nations Unies assure cette coordination des activités des institutions spécialisées. Les membres du Conseil économique et social siègent (18 membres) au Comité de l'assistance technique (C.A.T.) Le C.A.T. contrôle l'activité du Bureau de l'assistance technique (B.A.T.) où siègent les représentants de l'UNESCO, l'OIT, la FAO, l'OACI, l'OMS, l'UIT, l'OMM et l'AAT⁸. Ainsi, lorsqu'un gouvernement, désirant bénéficier de l'assistance technique, adresse une demande à une institution spécialisée, le B.A.T., à New York, examine ces demandes. Lorsque le B.A.T. approuve le projet, un accord d'assistance technique intervient alors entre l'institution spécialisée et le gouvernement qui

6. ibid.

7. Article 63 de la charte: "Il (le Conseil économique et social) peut coordonner l'activité des institutions spécialisées en se concertant avec elles, en leur adressant des recommandations".

8. L'assistance technique, rôle de l'UNESCO (déc. 2), p. 19.

a présenté une demande⁹. Depuis 1960, les membres de l'UNESCO ont accès à deux sources, soit le programme d'aide de l'organisation et aussi, le programme élargi d'assistance technique de l'ONU¹⁰. L'UNESCO, de plus, maintient, comme nous allons le voir à la section suivante, des contacts étroits avec la Commission des droits de l'homme et les commissions régionales (des Nations Unies) de développement économique.

Trois catégories d'associations internationales participent aux "arrangements consultatifs" avec l'organisation, soit les organismes "d'information mutuelle", les associations qui fournissent une aide "d'information et consultation" et un groupe d'organismes dit de "consultation et association"¹¹.

3. Budgets de l'UNESCO pour le développement des moyens d'information

Avec l'essor considérable que l'organisation a connu depuis sa fondation, les budgets ont augmenté progressivement. Ainsi en 1948, l'UNESCO dépensait pour le développement de l'information \$67,650 (dollars américains). En 1967, elle affectera à peu près \$992,000 (dollars américains) à cette fin (conf. tableau 13). De 1949 à 1954, les dépenses se sont maintenues entre \$200,000 et \$300,000, et en 1955, on a augmenté le budget au même item à plus de \$400,000.

9. ibid., p. 12.

10. Pour une description du Programme élargi, Re Yonah Alexander, International Technical Assistance Expert, p. 29.

11. Classification de 1960, re Jean Meynaud, Les groupes de pression internationaux, p. 258.

Les programmes se sont développés à un rythme quasi constant. On a passé des quatre premières années de conférences et études de la "Diffusion de la Pensée" à des projets concrets vers 1952. Après 1960, l'UNESCO a apporté une contribution encore plus significative au développement de l'information en élargissant le cadre de l'assistance technique. Les budgets de l'UNESCO prévoyaient jusqu'à 1958 un seul montant pour le programme ordinaire et l'assistance technique. A partir de 1959, on allouait des sommes distinctes à ces deux items. Comme on peut le constater à l'Appendice III, les programmes ont varié surtout dans le contenu et peu dans la forme.

Tableau 13

Résumé des dépenses de l'UNESCO pour le
développement des media d'information
(1948-1967)¹

Année	Programme ordinaire (en dollars)	Assistance technique (en dollars)	Total (en dollars)
1948	67,650	(2)	67,650*
1949	227,475	(2)	227,475*
1950	267,302	(2)	267,302*
1951	210,812	(2)	210,812*
1952	274,920	(2)	274,920*
1953 et 1954	498,960	(2)	498,960
1955 et 1956	995,647	(2)	995,647*
1957 et 1958	781,180	(2)	781,180*
1959 et 1960	388,400	445,500	833,900*
1961 et 1962	544,797	695,639	1,240,436
1963 et 1964	483,900	944,250	1,428,150
1965 et 1966	471,200	1,249,348	1,720,548
1967 et 1968	589,600	1,395,400	1,985,000*

1. D'après les Programmes et Budgets de l'UNESCO depuis 1948.
Ces données n'incluent pas les dépenses du personnel ni
les bourses de formation du personnel des media mais incluent
les bourses de recherche. Re Appendice III.

(2) De 1948 à 1958, les montants indiqués au "Programme ordinaire"
incluent les dépenses pour l'assistance technique.

* Prévisions budgétaires.

B. Les programmes de l'UNESCO

1. Les débuts

Le 4 novembre 1946, l'UNESCO s'établissait à Paris et recueillait l'héritage de l'Institut international de coopération intellectuelle, lequel avait été créé en 1924 sous l'égide de la Société des Nations. Dès ses débuts, l'UNESCO s'intéressa aux questions d'information. A la suite de la première conférence générale, elle entreprenait en décembre 1946 une enquête sur les besoins des pays dévastés dans le domaine des media d'information¹. Julian Huxley, alors Directeur général, indiquait dans son rapport, en 1947, que l'enquête avait porté sur douze pays, soit la Belgique, la Chine, la Tchécoslovaquie, le Danemark, la France, la Grèce, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, les Philippines, la Pologne et la Yougoslavie². La Commission des besoins techniques se réunissait sous la présidence de M. E. Wyndham White de l'Organisation internationale du Commerce afin d'analyser les données recueillies. L'enquête fut élargie en 1948 et porta sur douze nouveaux pays d'Amérique latine et d'Extrême-Orient³.

Durant ses premières années d'existence, l'UNESCO a aussi entrepris d'autres projets. Elle a remis au Conseil économique

-
1. Première session de la conférence générale, Information, Projet I.
 2. Rapport du Directeur général sur l'activité de l'organisation en 1947, Paris 1947, p. 69.
 3. Supra, p. 11.

et social en 1947, une étude sur la pénurie et l'inégalité de répartition du papier journal dans le monde et signalait ainsi un des obstacles fondamentaux au développement de l'information écrite⁴. On prépara un projet de convention "pour faciliter la circulation internationale de matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel"; toutefois, certaines réticences de la part des gouvernements ont retardé les négociations de ce projet⁵. On discuta aussi la création d'une "université mondiale des ondes" qui aurait comme fonction de promouvoir l'éducation pour la compréhension internationale⁶.

A côté de ces projets mirobolants, une structure prenait forme. La Sous-commission de la liberté de l'information et de la pensée, créée par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies en 1947, établissait des liens avec l'UNESCO. La Conférence des Nations Unies sur la liberté de l'information et de la presse constitue en fait le véritable point de départ des programmes de l'UNESCO dans le domaine du développement de l'information. La conférence, tenue à Genève du 21 mars au 22 avril 1948, traçait les lignes générales d'un large programme. Elle recommandait alors, entre autres mesures:

1. la réduction au minimum de l'impôt sur la vente des postes récepteurs, les lampes et les pièces détachées d'appareils de radio;

4. Cahier du Centre n° 11.

5. Rapport du Directeur général, 1947, p. 71.

6. idem, p. 72.

2. la consécration des redevances annuelles ou mensuelles acquittées par les propriétaires de postes récepteurs au financement de l'exploitation des organisations nationales de radiodiffusion;
3. l'exemption d'impôts et de taxes sur les postes récepteurs installés dans les écoles;
4. l'entreprise de nouvelles enquêtes, telle celle de l'UNESCO, sur la situation des media d'information dans divers pays et l'étude des moyens propices à assurer une diffusion des informations nationales et internationales;
5. la mise en oeuvre de mesures pratiques pour remédier à la pénurie de papier journal dans le monde;
6. la création d'un Institut international de l'information et de la presse;
7. etc....?

De plus, la Conférence recommandait que les pays représentés encouragent la pratique déjà entreprise par l'UNESCO d'accorder une assistance aux pays sous-développés en matière d'information.

A la suite de cette conférence, la Sous-commission sur la liberté de l'information et de la presse se réunissait à Lake Success et étudiait les activités de l'UNESCO relatives à la liberté de l'information. En 1949, le Conseil économique et social prenait note des recommandations de la Sous-commission, et la C.A.T. (Comité d'assistance technique) du Conseil décidait en 1950 que les demandes gouvernementales d'assistance technique en vue du développement des agences d'information seraient examinées par le Bureau de l'assistance technique⁸. La machine

7. Rapport du Directeur général, 1948, p. 47 ss.

8. Les moyens d'information dans les pays en voie de développement, p. 8 (C.E.S. Rés. 197 (VIII)).

démarrait. Le programme d'assistance pour l'amélioration des moyens d'information dans les pays sous-développés comporta l'envoi de missions d'experts, l'organisation de réunions, de conférences et de recherches, l'aide à la publication d'études et à la formation professionnelle du personnel des media.

2. La recherche

a) Enquête mondiale (1947-1951) sur les moyens techniques de l'information

L'enquête de l'UNESCO sur les moyens techniques de l'information, commencée en 1947 se terminait en 1951; elle avait porté sur un total de 152 pays et territoires couvrant les cinq continents⁹. Elle démontrait comment les pays sous-développés manquaient de tout: journaux, postes-récepteurs de radio, cinémas, etc. Les cinq volumes de la série Presse, Films, Radio ont pu sensibiliser l'opinion publique au sujet de cette pénurie¹⁰.

b) Enquête mondiale sur le papier journal

L'UNESCO participa à la conférence préparatoire sur les problèmes mondiaux de la pâte de bois. Cette conférence, convoquée conjointement par la FAO et le gouvernement du Canada, a eu lieu à Montréal en 1949. Le Directeur général de l'UNESCO avait déjà, l'année précédente, soumis à la Commission des besoins techniques de l'ONU un plan d'urgence. La Commission

9. Re Rapport du Directeur général, 1952, p. 76. Douze des pays sont mentionnés p. 1.

10. Les résultats de cette enquête ont servi à notre analyse des communications en 1950, infra p.

avait alors transmis ce plan, qui prévoyait l'envoi de 50,000 tonnes de papier journal à trois pays dévastés par la guerre, soit la Chine, la France et les Pays-Bas, aux gouvernements du Canada et des Etats-Unis. Le plan

"proposa aux consommateurs des Etats-Unis de retirer volontairement du marché 50,000 tonnes de papier journal sur la production canadienne.... Le Secrétariat a demandé à la Newsprint Association of Canada de soumettre cette proposition à ses membres....¹¹.

L'UNESCO, à la demande de la conférence préparatoire, acceptait de préparer une évaluation des besoins actuels et futurs des consommateurs de pâte à papier dans le monde¹².

c) La normalisation du braille

Le principal moyen de communication des aveugles, le braille, présentait un grave problème. Il existait, en effet, plusieurs systèmes de notation de braille et la Conférence générale de l'UNESCO mandait le Directeur à convoquer des conférences régionales pour l'unification de ces notations. A une réunion en 1951 (Montevideo), douze délégués convoqués par l'organisation parvenaient à un accord complet sur un système de braille pour les langues espagnole et portugaise. De même, on s'entendait à Beyrouth la même année pour l'unification des brailles utilisant l'alphabet arabe. Parallèlement,

11. Rapport du Directeur général, 1948, p. 40.

12. Le Centre de documentation de l'UNESCO publiait en février 1954 un cahier indiquant des prévisions de la demande en 1955, 1960 et 1965. (Papier journal, évolution de la situation de 1928 à 1951, cahier n° 10).

l'UNESCO créait un Conseil mondial du braille qui devait, pendant deux ans, étudier l'unification de la notation musicale et des notations mathématiques et scientifiques du braille¹³. Grâce aux efforts de l'UNESCO, les aveugles deviennent la première catégorie de gens à utiliser un langage quasi universel.

d) L'information, les enfants et les adolescents

En ce qui a trait au jeune public, l'UNESCO a entrepris plusieurs études. En 1951, elle menait une enquête

"sur les moyens utilisés ou envisagés dans différents pays pour protéger l'enfance contre les influences indésirables qui peuvent être exercées par la presse, la radio et le cinéma, et pour améliorer en particulier la presse et la littérature enfantines"¹⁴.

Après avoir consulté des organisations publiques et privées de même que des psychologues de l'enfance et des criminologistes dans quatorze pays, l'UNESCO publiait une Liste des films recommandés pour les enfants et les adolescents et un répertoire intitulé Les programmes cinématographiques pour la jeunesse (conf. Appendice I). Quant à l'influence de l'information, l'UNESCO et l'Association internationale des études et recherches sur l'information ont entrepris des études afin de déterminer quels étaient les effets

13. Rapport du Directeur général, 1952. (L'UNESCO a aussi publié en 1954 L'écriture du braille dans le monde). En 1954, le Conseil mondial du braille et l'UNESCO signait un contrat annuel pour poursuivre le travail. Rapport du Directeur général, 1954, p. 121.

14. Rés. 1.2211 de la Conférence générale de 1951. Re Rapport du Directeur général, 1952, p. 77.

du cinéma et de la télévision sur les enfants et les adolescents¹⁵. Les résultats d'une étude en particulier, sur les connaissances générales, le vocabulaire et les résultats scolaires des enfants en Grande-Bretagne, au Canada, au Japon et aux Etats-Unis ont démontré l'action favorable de la télévision¹⁶.

e) Les films

Avant 1952, il n'existait pas de méthode uniforme de catalogage de films. Avec l'aide du Royaume-Uni et des Etats-Unis, l'UNESCO a entrepris une étude des problèmes que pose l'adoption d'un système uniforme de classement et d'analyse des films de caractère éducatif, scientifique et culturel. Un comité composé de représentants de l'Office national du Film du Canada, de l'Institut canadien du Film, de l'Union Pan-américaine, du British Film Institute, du Comité américain et de l'Association internationale du cinéma scientifique, a rédigé un ouvrage¹⁷ proposant des normes uniformes de classement, de description et d'appréciation des films. L'UNESCO a aussi publié plusieurs catalogues de films et de films fixes (conf. Appendice I), ainsi que des bibliographies sur la filmologie.

f) La radio

Afin de comparer les techniques d'émissions culturelles à la radio, l'UNESCO réunissait à Paris, en 1956, un groupe de

15. Cahiers du Centre de documentation, n^{os} 31 et 43 (conf. Appendice I).

16. Cahier du Centre de documentation, n^o 43, p. 13 (analyse de Schramm).

17. Normes internationales ... (Cahier du Centre de documentation, n^o 17).

spécialistes qui discuteraient de l'expérience dans ce domaine et de la possibilité de nouveaux échanges de programmes. Seize directeurs et producteurs de douze pays ont ainsi comparé leurs émissions culturelles. La réunion adoptait une déclaration recommandant que l'UNESCO effectue une enquête sur les émissions culturelles dans divers pays afin d'établir un répertoire, ce qui faciliterait l'échange de ces émissions¹⁸.

g) La télévision

Pour analyser l'utilité de la télévision comme moyen d'éducation sociale dans les pays en voie de développement, la société All India Radio a entrepris, avec le concours de l'UNESCO, une expérience à New Delhi. Des émissions de télévision, diffusées chaque vendredi de 19h 30 à 20h, du 23 décembre 1960 au 5 mai 1961, avaient pour thème "Les devoirs du citoyen". On tentait ainsi de compléter les connaissances des spectateurs sur différentes questions, telles la circulation routière, les dangers à la santé publique, la falsification des denrées alimentaires, etc. Quelque soixante-dix groupes, ou télé-clubs, constitués dans divers quartiers de la ville de Delhi et ses environs ont capté ces programmes. Les membres du groupe, après l'émission, discutaient des sujets traités et un secrétaire rendait compte par écrit du débat à l'A.I.R.¹⁹. On mesura ensuite l'utilité de ces émissions d'après les changements des

18. Les programmes culturels radiophoniques (Cahiers, n° 23).

19. L'Éducation sociale par la télévision (Cahiers, n° 38), p. 5.

des connaissances, des attitudes et du comportement des 418 membres des télé-clubs. On a remarqué des différences significatives en ce qui concerne l'enrichissement moyen des connaissances. Quant aux attitudes et comportement, le changement variait selon les clubs²⁰. La télévision s'est avérée un media d'information très efficace auprès des analphabètes surtout.

h) La presse

Après avoir publié plusieurs documents sur les problèmes relatifs à la presse (e.g. Esquisse d'une bibliographie internationale des ouvrages consacrés aux problèmes de la presse, Situation de la presse quotidienne en 1952, etc.), l'UNESCO entreprit un projet de recherche de la presse pour nouveaux alphabètes. En 1957, on comptait plus de 40% de la population mondiale comme analphabètes. Or, dans la plupart des pays en voie de développement, on remarquait que les livres et les périodiques s'adressant seulement au public instruit étaient pratiquement inaccessibles aux nouveaux alphabètes dépourvus de formation scolaire²¹. Il manquait donc à ces gens des instruments leur permettant de "passer du stade de l'alphabétisation fonctionnelle" au stade de la lecture intelligente. Une enquête effectuée en 1954 et 1955 sur les publications de ce genre dans 41 pays et territoires a démontré

"qu'il y a presque autant de formules différentes que de périodiques Mais

20. ibid., p. 38. Re pour fin de comparaison avec Cahier n° 16, Télévision et télé-clubs en milieu rural, une expérience française.

21. Les périodiques pour nouveaux alphabètes, méthodes de rédaction, Cahier n° 22, p. 3.

les chiffres de tirage, des ventes et de la diffusion montrent ainsi que, quelle que soit la formule utilisée, il faut pour réussir répondre à certaines exigences fondamentales²².

L'UNESCO publiait donc un manuel visant à indiquer la façon de satisfaire ces exigences. On y indique comment écrire pour les nouveaux alphabètes, comment diriger la publication, ce que doit contenir le périodique, quel vocabulaire utiliser, etc.

Pour les alphabètes, la rareté des journaux posait un problème d'un ordre différent; l'UNESCO a commandé une étude des journaux ruraux et a publié un "Guide pour la production de journaux locaux à bon marché dans les pays en voie de développement"²³. Si, dans les pays développés, le journal de campagne a contribué au progrès des régions rurales, on posait l'hypothèse que dans les pays nouvellement indépendants, le journal rural jouerait le même rôle, les nouveaux pays ayant pour la plupart une économie essentiellement agricole,

"Dans les pays qui viennent d'accéder à l'indépendance, un journal local a en outre le caractère important d'être un instrument d'éducation ... il apporte en outre au lecteur des informations sur le développement du pays et des nouvelles qui l'aideront à améliorer ses pratiques agricoles, sa santé, ses conditions de vie et sa conscience civique"²⁴.

Le Guide relate l'expérience d'un journal au Liberia, le Gbarnga Gbele News qui a marqué dès le début de sa parution

22. ibid. 251

23. Les journaux ruraux multicoiés, Cahiers du Centre, n° 46, p.3.

24. ibid. p. 3.

en avril 1963 une révolution dans la presse rurale du pays. Moins d'un an après la parution du News, une trentaine de journaux analogues étaient distribués au Liberia alors que de tels journaux n'existaient pas auparavant²⁵. Ensuite l'UNESCO indique dans le guide la façon d'établir un programme de journaux ruraux, le matériel nécessaire, les coûts, la distribution, etc.

1) Les accords internationaux

Afin de réduire les obstacles à la circulation internationale de l'information, l'UNESCO a préparé à l'intention de ses membres plusieurs accords internationaux, de même qu'un bon nombre de recommandations.

L'accord "visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel" prévoit que des privilèges douaniers et commerciaux seront accordés aux films, films fixes, enregistrements sonores et autre matériel semblable. En 1966, 18 pays avaient ratifié cet accord²⁶ qui rentrait en vigueur avec la dixième ratification (le 12 août 1954).

L'accord "pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel" est entré en vigueur en

25. ibid., p. 4.

26. Cambridge, Canada, Norvège, Pakistan, Syrie, Yougoslavie, Grèce, Haïti, Irak, Philippines, Salvador, Danemark, Madagascar, Brésil, Etats-Unis, Trinidad, Tobago, Chine, Honduras ont ratifié l'accord. (Re Rapport du Directeur général, 1966, p. 101.)

mai 1952 avec la dixième ratification. L'accord, maintenant ratifié par 52 pays (1966)²⁷, s'applique à cinq catégories de matériel: livres, publications et documents, oeuvres d'art et objets de collection, matériel visuel et auditif, instruments et appareils scientifiques et objets destinés aux aveugles. Les parties contractantes s'engagent à supprimer les droits de douane et à libérer des devises étrangères pour l'achat de certaines catégories de ce matériel²⁸.

En vue de vérifier la mise en oeuvre des deux accords précédents, la Conférence générale de l'UNESCO autorisait le Directeur général à convoquer

"la réunion envisagée d'experts gouvernementaux chargés d'examiner l'application de l'accord"²⁹.

En 1957, 52 Etats ont délégué un représentant à cette réunion. Dans son rapport, la réunion soulignait que les accords avaient "fait la preuve" de leur efficacité et suggérait d'en étendre le bénéfice à d'autres catégories d'objets.

27. Parmi ces pays: Afghanistan, République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Cambodge, Ceylan, Cuba, Danemark, Espagne, Finlande, France, Gabon, Ghana, Congo, Grèce, Guatemala, Haïti, Israël, Iran, Jordanie, Laos, Luxembourg, Malaisie, Monaco, Madagascar, Nigeria, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, République Arabe Unie, Royaume-Uni, Salvador, Suède, Sierra Leone, Suisse, Thaïlande, Vietnam, Yougoslavie, Nouvelle-Zélande, Italie, Etats-Unis, Trinité, Tobago, Uganda et Haute Volta.

28. Rapport du Directeur général, 1952, p. 192.

29. Rapport du Directeur général, 1957, p. 194.

La Conférence générale a de plus adressé aux membres plusieurs recommandations relatives aux mesures qu'ils pourraient prendre en vue de favoriser la libre circulation de l'information (ag. Modification des règlements douaniers touchant l'importation des publications, etc.)³⁰. En mars 1954, le système de bons Unesco entrainé en vigueur. Cet arrangement a pour but de faciliter l'achat de livres, de films et de matériel scientifique à l'étranger³¹.

j) Les moyens d'information dans les pays sous-développés

L'inventaire des moyens d'information dans les pays en voie de développement a constitué le projet majeur de recherche de l'UNESCO. L'Assemblée générale³² et le Conseil économique et social³³ avaient demandé à l'UNESCO de faire parvenir son rapport et ses recommandations touchant l'information dans ces pays au Conseil et à la Commission des droits de l'homme. L'UNESCO convoqua trois réunions afin de mener son enquête. La première, organisée à l'intention de l'Asie du sud-est, a eu lieu à Bangkok en janvier 1960. La seconde réunion, couvrant l'Amérique latine, s'est tenue à Santiago (Chili) en février 1961, et la troisième réunion, concernant l'Afrique, a eu lieu à Paris au début de 1962. Plus de 400 spécialistes ont participé à ces réunions et leurs rapports ont reçu l'approbation des trois commissions régionales de l'ONU, la Commission

30. Rapport du Directeur général, 1951, p. 90.

31. Rapport du Directeur général, 1955, p. 135.

32. Assemblée générale, Résolution 1313 (XIII), 12 déc. 1958.

33. Conseil économique et social, Résolution 718 (XXVII),
24 avril 1959.

Économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO)³⁴.

Après avoir examiné les moyens d'information dans ces pays, l'UNESCO suggère des normes de développement qu'il faudrait atteindre pour parer à la pénurie de moyens d'information:

"que chaque pays s'efforce de mettre à la dispositions de ses ressortissants, pour 100 habitants au moins, dix exemplaires de journaux quotidiens, cinq postes récepteurs de radio, deux places dans une salle de cinéma et deux postes récepteurs de télévision..."³⁵.

L'inventaire de l'UNESCO ayant révélé que près de 70% des habitants dans le monde (en 1962), vivant dans plus de cent pays, n'avaient pas ce minimum d'accès à l'information, on présenta donc au Conseil économique et social une série de recommandations:

"(i) ...les gouvernements des pays sous-développés pourraient envisager la possibilité d'établir des programmes nationaux de développement des moyens d'information dans le cadre de leurs plans de développement économique..."

On exigeait donc des pays qu'ils planifient à long terme le développement de leur media, ensuite, on priait ces gouvernements de:

"(ii)...envisager la possibilité d'instituer des comités nationaux chargés d'aider à l'établissement et à l'exécution des programmes de développement..."

³⁴. UNESCO, Rapport du Directeur général, 1962, p. 139.

³⁵. UNESCO, Les moyens d'information dans les pays en voie de développement, p. 39.

- "(iii) ...faciliter l'élaboration de programmes nationaux de formation de personnel et encourager ... les recherches ...
- "(iv) ... apporter toute l'attention voulue aux besoins (en) media d'information ... dans la planification du développement de leurs services de communication et de transport.
- "(v) ... reviser leur politique douanière et fiscale.
- "(vi) ... faire figurer des projets appropriés de développement des moyens d'information dans leurs demandes d'assistance technique ou ... d'aide bilatérale ou multilatérale.
- "(vii) ... encourager la création ou l'expansion d'associations professionnelles de l'information ..."³⁶.

L'UNESCO recommandait ensuite une méthode de financer un programme de développement des media d'information. Dans une phase initiale, au niveau de l'élaboration des plans, de la formation professionnelle et de la création d'associations professionnelles, les pays pouvaient rechercher l'assistance financière des organismes de pré-investissement, i.e. l'administration de l'assistance technique et le fonds spécial des Nations Unies, les institutions régionales, comme le Plan de Colombo, et l'assistance bilatérale. Dans la phase ultérieure, celle de l'investissement à long terme de capitaux et l'ouverture de crédits commerciaux, les fonds pouvaient provenir de sources privées et publiques. Les capitaux privés pouvaient servir surtout aux investissements, tels les postes de radio et de télévision, etc. De plus, dans certains pays, on pouvait faire appel à des capitaux privés

36. ibid., p. 41-44.

d'origine étrangère, dans le cas par exemple des journaux et des films. Les entreprises privées qui auraient quelque difficulté de crédit pourraient faire appel aux "banques de développement", telle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Société financière internationale, etc. Pour des projets qui concernent l'infrastructure sociale et qui ne sont pas immédiatement rentables, on peut obtenir des prêts à longue échéance (50 ans) à un taux d'intérêt relativement bas (2-3%)³⁷.

Les enquêtes de l'UNESCC de 1960 à 1963 ont eu pour effet immédiat d'augmenter la part de l'assistance technique. Le Conseil économique et social, afin d'encourager le développement des media d'information, accepta une résolution recommandant:

"5 ... que les gouvernements les plus développés coopèrent avec les pays peu développés en vue de fournir à ces derniers ce dont ils ont besoin d'urgence pour développer des moyens d'information nationaux indépendants...

6 ... Invite le Bureau de l'assistance technique, le Fonds spécial, les institutions spécialisées intéressées, les commissions économiques régionales et d'autres agences et institutions publiques et privées à aider, selon qu'il conviendra, les pays peu développés à développer et à renforcer leurs moyens d'information nationaux..."³⁸.

37. ibid., p. 49.

38. Résolution XXXI, Re Les moyens d'information dans les pays en voie de développement, p. 5.

Un rapport d'ensemble fut ensuite présenté par l'UNESCO à la Commission des droits de l'homme (mars-avril 1962). Le Conseil économique et social a transmis le rapport à l'Assemblée générale³⁹.

3. La formation du personnel d'information

Poursuivant ses efforts pour développer les moyens de formation du personnel d'information, l'UNESCO a convoqué à Paris du 9 au 13 avril 1956 une réunion d'experts en matière de formation des journalistes⁴⁰. Après avoir examiné les besoins des journalistes dans le monde, la réunion adoptait trois recommandations majeures. On suggérait 1) la création de centres régionaux chargés de former du personnel enseignant; 2) l'organisation de stages de perfectionnement à l'intention des professeurs de journalisme et des journalistes; et 3) des études sur les méthodes d'enseignement et les techniques de l'information⁴¹.

La Conférence générale, à la suite de cette réunion, accordait lors de sa neuvième session en 1956 un mandat au Directeur général. Elle l'autorisait à

"... organiser des expériences techniques, des stages d'études et des projets pilotes, ainsi qu'à attribuer des bourses afin d'aider les Etats membres et les entreprises d'information à améliorer les techniques et

39. UNESCO, Rapport du Directeur général, 1962, p. 139.

40. La formation des journalistes, p. 13.

41. Ibid. A cette réunion participaient 43 professeurs de journalisme et des représentants d'organismes internationaux.

à développer les moyens d'information, notamment:

- a) pour ce qui est de la détermination et de l'application de mesures propres à améliorer les moyens techniques de l'éducation et de formation du personnel de la presse à l'échelon national et international ...⁴².

La Conférence générale précisait même quatre moyens pratiques d'améliorer les techniques de formation:

- 1) ...en sollicitant l'avis de spécialistes sur les méthodes, les programmes et les procédés d'enseignement à utiliser;
- 2) ...en aidant les Etats membres à développer leurs moyens de formation professionnelle;
- 3) ...en favorisant la création de centres régionaux pour l'éducation et la formation des journalistes;
- 4) ...en favorisant la production d'auxiliaires pour l'enseignement du journalisme ...⁴³.

En 1957, l'UNESCO, le gouvernement français et les organisations professionnelles fondaient le Centre international d'enseignement supérieur du journalisme, institution rattachée à l'Université de Strasbourg. La Radiodiffusion-télévision française, le Conseil de l'Europe, l'agence France-Presse, l'agence Deutsche Presse et les Services d'information des Etats-Unis fournissaient une aide pratique à l'entreprise. Administré par un conseil composé d'universitaires et

42. Rapport du Directeur général, 1957, p. 199 (Rés. 5.52).

43. ibid.

de professionnels de l'information de différents pays, le CIESJ admet surtout des étudiants d'Europe, des régions limitrophes d'Asie et d'Afrique, et du Proche-Orient⁴⁴.

Le Directeur général de l'UNESCO entrevoyait le Centre comme ayant pour tâches

de former le personnel enseignant; de rassembler en un fonds commun les résultats de l'expérience acquise; d'améliorer les méthodes et techniques d'enseignement; ... mettre au point des manuels modèles et d'autres auxiliaires de l'enseignement; de coordonner la théorie et la pratique en ce qui concerne les moyens de grande information et leurs effets; de procéder à des études, etc...⁴⁵.

Pour réaliser ces buts, le Centre offre 1) des sessions ou colloques internationaux d'une quinzaine de jours par an; 2) une session annuelle de perfectionnement pour journalistes et agents d'information des pays en voie de développement; 3) la préparation à la licence de journalisme et techniques de l'information (diplôme de l'Université de Strasbourg); 4) une revue trimestrielle bilingue, L'Enseignement du journalisme; 5) une assistance professionnelle à la formation de journalistes dans les pays en voie de développement⁴⁶. De plus, le CIESJ et l'Institut international de la presse publient en collaboration des manuels à l'intention des journalistes.

⁴⁴. La formation des journalistes, p. 28. C'est le gouvernement français qui supporte la majeure partie des dépenses du Centre.

⁴⁵. ibid., p. 23.

⁴⁶. UNESCO, La formation professionnelle en matière d'information, p. 13.

En 1957, une vingtaine et, en 1958, quarante-sept étudiants, dont neuf boursiers de l'UNESCO de vingt-sept pays, ont suivi le cours de perfectionnement⁴⁷. Ce cours, divisé en deux parties, traite d'abord de "l'information et ses moyens" et du "Perfectionnement technique"⁴⁸.

A la suite de l'heureuse expérience de Strasbourg, l'UNESCO encouragea la création d'autres centres régionaux de formation professionnelle. En 1959, après des négociations avec le gouvernement équatorien, on créait le Centre international d'études supérieures de journalisme pour l'Amérique latine. Le Centre (CIESPAL) situé à Quito est dirigé par un conseil d'administration de 9 membres, dont 3 représentants des universités, 3 journalistes, 2 représentants du gouvernement et 1 représentant de la Commission nationale de l'UNESCO⁴⁹. Le centre offre des sessions de perfectionnement en matière de journalisme. De 1960 à 1963, un total de 333 étudiants se sont inscrits. Le CIESPAL a en outre publié en espagnol un bon nombre d'ouvrages traitant des sciences de l'information, entre autres des volumes touchant la sociologie de l'information, la pédagogie du journalisme, la psychologie des moyens de communication collectifs, etc.⁵⁰.

En ce qui concerne la recherche, le Centre, grâce à une assistance de la Fondation Ford (USA), a entrepris deux études, soit une analyse de la presse en Amérique latine et une étude

47. Rapport du Directeur général, 1958, p. 154.

48. Re: Programme des cours, UNESCO. La formation professionnelle en matière d'information, p. 35.

49. Rapport du Directeur général, 1959, p. 181.

50. La formation professionnelle en matière d'information, p.16.

comparée sur les écoles de journalisme. L'UNESCO accorde 20 bourses par an pour les sessions du Centre.

Avec la participation des gouvernements et des universités, l'UNESCO a aussi organisé des stages de formation à court terme à Dakar, à Kampala, à Bamako, à Manille, à Nagpur et à Léopoldville.

Des stages de formation de journalistes ont eu lieu à l'Université de Dakar, au Sénégal, depuis 1961. L'UNESCO attribue un nombre de bourses aux pays africains francophones et envoie des experts diriger le stage. On offre à Kampala, en Ouganda, le même programme à l'intention des journalistes africains d'expression anglaise⁵¹. En plus, on offre des stages d'études sur la radiodiffusion éducative à Bamako, au Mali. Pour les journalistes de l'Asie, on offre des stages d'études sur les méthodes de formation des journalistes aux Philippines (Manille) et à Nagpur (Inde). Chacun de ces stages à court terme offre des programmes agencés au niveau de développement des journalistes des différents pays.

A l'intention des Africains et des Asiatiques, l'UNESCO a participé en 1965 à la création de deux autres centres régionaux offrant des programmes semblables à CIESJ et CIESPAL. Il s'agit du Centre d'études des sciences et techniques de l'information de Dakar et de l'Institut des media d'information de Manille⁵².

51. ibid., p. 28.

52. Report of the Director General on the Activities ... in 1965, 1966, p. 98.

4. Les techniques d'information et l'éducation

Les media d'information ont une triple utilité en éducation. Ils peuvent servir à l'éducation de base comme auxiliaires d'enseignement scolaire et à l'éducation des adultes.

En 1951, l'UNESCO se rendait compte, grâce aux enquêtes sur les media d'information des années précédentes, de la nécessité de développer la radio, le cinéma et la télévision éducative. En ce qui a trait à l'utilisation de ces media, le Directeur général disait:

"Ce problème a acquis durant les dernières années, une importance d'autant plus grande que les autorités compétentes dans de nombreux pays ont manifesté le désir de recourir aux moyens audio-visuels pour l'éducation des populations⁵³."

Plus particulièrement en ce qui touche le film, il ajoutait:

"N'étant pas eux-mêmes (les pays dépourvus) producteurs, ou se trouvant dans l'impossibilité de réaliser le nombre de films souhaitable, ces pays sont obligés de compter sur les ressources qui leur parviennent de l'extérieur. L'absence du matériel audio-visuel nécessaire risque de compromettre sérieusement le succès des campagnes d'éducation de base et de développement de l'enseignement primaire ..."⁵⁴.

Pour remédier à cette situation, l'UNESCO a entrepris de promouvoir l'utilisation des media pour fins éducatives. Sa division de recherches a d'abord publié un nombre de catalogues de films qui puissent constituer un répertoire des films

53. Rapport du Directeur général, 1951-1952, p. 78.

54. ibid.

éducatifs et a commandé un bon nombre d'études traitant de l'emploi des auxiliaires audio-visuels dans l'enseignement. Signalons quelques-unes de initiatives de l'UNESCO dans ce domaine.

En 1954, la Conférence générale autorisait le Directeur général:

"à stimuler l'emploi des moyens d'information pour l'éducation de base et l'éducation des travailleurs, et à organiser à ces fins des expériences pilotes et des centres régionaux de démonstration et de production"⁵⁵.

Tenant compte de ce mandat, le Secrétariat a entrepris en 1955 plusieurs projets. On assistait le gouvernement du Mexique à créer un Institut du film éducatif pour l'Amérique latine qui s'occupe d'accroître la fourniture de films fixes éducatifs "spécialement adaptés aux besoins de la région latino-américaine"⁵⁶. En vue de montrer la possibilité de produire des films éducatifs dans les régions mêmes où ceux-là doivent être utilisés, l'UNESCO, avec l'aide de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA), a entrepris un projet d'assistance à la production et de création de laboratoires dans un nombre de pays. Une expérience pilote avait eu lieu en Jordanie en 1956.

Parallèlement, on conduisait un nombre d'expériences dans le but de démontrer l'efficacité de la radio et de la télévision pour l'éducation de base et l'éducation des travailleurs.

55. Rapport du Directeur général, 1955, p. 139

56. ibid.

Des expériences pilotes à cet effet ont eu lieu en France, en Inde, au Canada et au Japon⁵⁷.

La division de la documentation avait composé des collections itinérantes d'auxiliaires visuels pour l'éducation de base afin de démontrer l'utilisation de cette technique. Plus de 30 pays en 1956 ont profité de cette démonstration⁵⁸. Grâce à un projet pilote relatif à l'introduction des auxiliaires audio-visuels dans les écoles, la Libye a profité d'une amélioration de son système scolaire. On a constitué des collections de films et de films fixes traitant des questions inscrites au programme scolaire et un expert de l'UNESCO a ensuite organisé un groupe mobile de cinéma scolaire. L'unité mobile a projeté au cours de 1957 quelque 200 films pour le bénéfice d'environ 10,000 élèves⁵⁹. Une expérience semblable a eu lieu à Porto Rico en 1959. La même année, un service d'experts en matière de production et d'utilisation des auxiliaires audio-visuels a fourni une assistance à dix pays: Cambodge, Corée, Ghana, Guatemala, Indonésie, Maroc, Mexique, Thaïlande, Tunisie et Vietnam⁶⁰.

Les "Ecoles radiophoniques de Colombie" profitent de l'aide de l'UNESCO depuis 1951. En 1958, un sociologue a évalué les résultats obtenus par les écoles dont les programmes s'adressaient à divers groupes, dont l'armée⁶¹.

-
57. Re supra p. 55 (Cahiers du Centre n^{os} 16, 25, 27, 38, 39 et 49).
58. Rapport du Directeur général, 1956, p. 165.
59. Rapport du Directeur général, 1957, p. 209.
60. Rapport du Directeur général, 1969, p. 182
61. Ibid.

Pendant cinq ans, un expert a conseillé le Ministère de l'Education de l'Indonésie pour la création d'un Centre d'auxiliaires audio-visuels. Le Centre, en opération depuis 1960, offre des cours de formation des maîtres, effectue des recherches et produit du matériel à l'intention des écoles et maisons nationales d'enseignement⁶².

A la suite de l'enquête mondiale sur les moyens d'information dans les pays en voie de développement (1960-1962), l'UNESCO a voulu, dans son rapport au Conseil économique et social préciser l'importance qu'elle accordait aux media comme instruments d'assistance à l'éducation:

"Dans les pays sous-développés, le relèvement du niveau de l'instruction exige naturellement, entre autres choses, la diffusion de connaissances relatives à l'agriculture, aux techniques industrielles, à la santé et au développement communautaire"⁶³.

et le rapport précise

"Mais lorsqu'on tente d'accomplir en quelques années ce qui a demandé des siècles dans les pays avancés, les méthodes classiques d'enseignement ne peuvent suffire. C'est là que les moyens d'information dont la rapidité, la portée et la force de pénétration sont inégalées, trouvent les plus grandes possibilités d'action efficaces"⁶⁴.

62. Rapport du Directeur général, 1960, p. 199.

63. Le développement des media d'information dans les pays sous-développés, p. 16.

64. Idem, p. 17; la résolution (819A XXXI) du Conseil félicitait l'UNESCO "en particulier d'avoir souligné l'importance que le développement des moyens d'information joue dans l'éducation comme dans le progrès économique en général ...", p. 5.

Poursuivant son travail, l'UNESCO convoqua alors plusieurs réunions dans le but d'étudier les problèmes particuliers que posaient les auxiliaires audio-visuels. A Kuala Lumpur, en 1961, les directeurs de services audio-visuels de l'Asie du sud-est se réunissaient pour élaborer en commun des programmes visant à répandre l'emploi de ces techniques dans les maisons d'enseignement. Des dispositions ont été prises à la suite de cette réunion pour créer un centre d'information sur les auxiliaires audi-visuels en Asie⁶⁵. Des réunions ont eu lieu également en Afrique tropicale et aux Etats-Unis.

A partir de 1962, l'UNESCO a accentué son programme d'assistance aux pays membres dans le but de répandre les services audio-visuels. On organisa d'autres projets pilotes en Asie et en Afrique et le Bureau de l'assistance technique fut saisi de nombreux projets dans ce domaine.

Pour 1967 et 1968, le Directeur général prévoit des dépenses de l'ordre de \$824,000 (U.S.) pour promouvoir l'emploi des techniques d'information dans l'éducation extra-scolaire. On accorderait en plus une trentaine de bourses de recherche dans ce domaine (conf. Appendice III)⁶⁶.

65. Rapport du Directeur général, 1961, p. 202.

66. Projet de programme et de budget, 67-68, para. 1144.

5. Autres formes d'aide aux pays membres

A part l'aide apportée aux Etats membres en vue de leur faciliter l'utilisation des media pour fins éducatives et des bourses d'études accordées par l'UNESCO, bon nombre de pays ont aussi profité d'une assistance technique pour le développement de leurs moyens d'information. De 1950 à 1954, l'UNESCO a fourni une aide à quelques pays. Deux ingénieurs ont organisé à Ankara (Turquie) des cours de formation d'ingénieurs du soir et de directeurs de programmes. Le cours de trois mois a été suivi par des membres du personnel de Radio-Ankara et par des universitaires⁶⁷.

Ce n'est qu'en 1954, toutefois, que la Conférence générale de l'organisation reconnaissait officiellement cette fonction d'assistance. Le Conseil économique et social avait adopté à l'unanimité une résolution

"invitant l'UNESCO à intensifier son action en vue d'accroître l'aide fournie aux gouvernements désireux d'encourager le développement d'entreprises nationales d'information indépendantes, à fournir des services d'experts à cet effet et à poursuivre son travail de recherche et de documentation de façon à permettre aux pays insuffisamment développés de bénéficier de l'expérience des pays qui ont atteint un haut degré de progrès technique"⁶⁸.

En 1955, les demandes de 17 pays recevaient l'approbation du Secrétariat et on fournit alors 17 experts, 14

67. Rapport du Directeur général, 1950-1951, p. 88.

68. Rapport du Directeur général, 1954, p. 123 (Rés.(XVII) 17, 29 avril 1954).

bourses de recherche et du matériel, le tout s'évaluant à \$18,000 (U.S.)⁶⁹. On fournissait à l'Afghanistan une assistance au département de la presse et au Ministère de l'Education pour la formation de spécialistes en imprimerie; en Colombie, on aidait au développement des escuelas radiofonicas, un programme d'éducation de base par la radio. A Costa Rica, deux experts ont créé un service officiel de télévision pour but éducatif (inauguré en 1958). On accordait des bourses de recherche en Espagne, à l'Equateur, en Haïti, en Israël, au Mexique, en Norvège, au Pakistan, à la Thaïlande et à la Yougoslavie. La France, l'Italie, la Jamaïque et le Liban recevaient une assistance en vue de la création de réseaux éducatifs. Plusieurs de ces projets d'assistance technique se sont poursuivis sur une période de quatre ou cinq ans. Ainsi, la Libye, à partir de 1955, profita d'une aide pour la création d'un service national de radiodiffusion⁷⁰.

En 1960, l'Inde recevait du matériel et un octroi de fonds pour faciliter la production et la diffusion d'une série de programmes éducatifs pour aider au développement de "All India Radio"⁷¹.

Le Togo accueillait en 1960 un expert afin de conseiller le gouvernement sur le développement des moyens d'information

69. ibid.

70. ibid. et Rapport du Directeur général, 1956, p. 209.

71. Rapport du Directeur général, 1960, p. 187.

dans le pays. Quatre projets ont été réalisés:

- i) la construction d'une imprimerie pour la publication d'un journal quotidien. Cette imprimerie a commencé à fonctionner en 1961;
- ii) l'organisation de deux cours de formation professionnelle des journalistes;
- iii) la préparation d'un projet de loi portant sur la création de l'établissement national des éditions du Togo, pour diriger l'imprimerie et éditer le journal quotidien;
- iv) la réorganisation du service ministériel de l'information et la création de centres régionaux d'information;
- v) des études sur la radiodiffusion et l'implantation éventuelle d'un service de télévision éducative...⁷².

Un expert de l'UNESCO a de même poursuivi une mission au Maroc en 1960 et 1961 afin d'organiser la production d'émissions radiophoniques et d'améliorer la radio scolaire⁷³.

L'Argentine, le Chili, le Ghana, Israël, le Niger, Nyassaland, l'Ouganda, le Sénégal, le Sierra Leone, le Togo et la Tunisie ont reçu l'assistance de quatorze spécialistes en vue de créer et de développer leurs services audio-visuels⁷⁴.

Des missions consultatives en 1963 avisaient les gouvernements de la Libye, de la Malaisie et de la Thaïlande pour la préparation de plans de création d'agences nationales d'information⁷⁵. L'année suivante, la Turquie, Panama et les Philippines recevaient l'avis des conseillers en vue de la

72. Rapport du Directeur général, 1961, p. 203

73. ibid.

74. Rapport du Directeur général, 1962, p. 145.

75. Rapport du Directeur général, 1963, p. 103.

création d'instituts nationaux de formation des journalistes. A Lagos, au Nigeria, les représentants de quinze pays d'Afrique, réunis, grâce à une invitation de l'UNESCO, ont discuté de l'établissement et du développement de la télévision en Afrique⁷⁶.

Enfin, plusieurs autres pays ont profité d'une aide de l'UNESCO dans le but de créer ou d'améliorer les réseaux d'information.

L'organisation se propose de consacrer près de 1.4 million de dollars à l'assistance technique en 1967 et 1968, et d'accorder \$174,800 (U.S.), soit 110 bourses, au titre de "Développement des moyens d'information" et \$12,200, soit 7 bourses, au titre de l'emploi des techniques d'information pour l'éducation scolaire⁷⁷.

Ces programmes d'assistance technique visent à répondre à la demande dans le monde en matière d'information. En 1961, l'UNESCO avait prévu, prenant pour base un indice de 100 en 1955, les indices suivants pour 1976: Afrique 338, Amérique latine 341, Proche-Orient 384, Extrême-Orient 382⁷⁸. Il fallait donc doubler les efforts afin de pouvoir satisfaire à cette demande.

76. Rapport du Directeur général, 1964, p. 97.

77. Projet de programme et de budget pour 67-68, para. 1131 et 1189.

78. Les moyens d'information dans les pays en voie de développement, p. 19.

6. Les communications spatiales

La Conférence générale de l'UNESCO autorisait, en décembre 1962, l'étude "des conséquences que l'emploi des techniques nouvelles de communication à l'échelle mondiale, par le moyen des satellites artificiels, peut avoir sur la réalisation des objectifs essentiels de l'UNESCO. L'organisation devait aussi étudier les "instances internationales préoccupées de ces problèmes, de manière que les intérêts de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information reçoivent dans le traitement de ces problèmes la place privilégiée qui leur revient"⁷⁹.

A la suite de ce mandat, l'UNESCO présentait un rapport à la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications spatiales, organisée par l'Union internationale des télécommunications à Genève en octobre 1963. Cette conférence avait pour but d'attribuer des bandes de fréquence radio-électriques pour les activités touchant l'espace extra-atmosphérique⁸⁰, et en même temps d'analyser différents aspects des communications par satellites.

L'UNESCO, dans son rapport, précisait:

"Pour les pays en voie de développement en particulier, l'emploi de satellites représenterait généralement un gain au point de vue de la sécurité et de la

79. Rapport du Directeur général, 1962.

80. L'UIT avait reçu l'appui de l'Assemblée générale en 1961 (Rés. 1721 D (XVI))

souplesse des systèmes de communication car il fournirait des voies d'acheminement de rechange et, si des satellites appropriés étaient utilisés, permettrait d'accéder directement à des régions dont les liens avec le monde extérieur par câble et par radio sont limités⁸¹.

En fait, les communications spatiales font leur apparition à un moment où il devient de plus en plus impérieux de développer les services de télécommunications. Les expériences ont prouvé que le satellite peut être utilisé pour relayer les émissions télégraphiques, le téléphone, la radio, la télévision, le fac-similé, etc. Le satellite Early Bird des Etats-Unis peut relayer 300 appels téléphoniques ou une émission de télévision. Les satellites de la firme Hughes (Hughes Satellite 307) peut relayer 50,000 appels téléphoniques simultanément⁸².

Avec un tel potentiel, les communications spatiales pourraient satisfaire, selon l'UNESCO, trois des exigences de l'information, soit la vitesse, leur permettant de suivre plus rapidement le rythme des événements mondiaux; leur portée, elles pourraient alors recevoir et diffuser des nouvelles dans les régions écartées; et le volume des informations, i.e. les peuples, devant la complexité croissante des événements mondiaux, pourraient disposer d'une documentation

81. Les communications spatiales et les moyens de grande information, p. 5.

82. Schramm, Wilbur, Communication Satellites - Some Social implications, p. 3.

générale plus complète. En plus, cette nouvelle technique de diffusion pourrait éventuellement servir aux fins de l'éducation, "pour à la fois améliorer le processus d'enseignement et pour mettre l'instruction à la portée d'un nombre sans cesse croissant d'enfants et d'adultes"⁸³.

Quelles seraient les implications d'un système de communication par satellites pour les pays sous-développés? L'UNESCO prévoit que:

"cette nouvelle technique leur permettra peut-être d'éviter certaines étapes intermédiaires qu'il fallait jusqu'ici franchir pour établir un système de communication, et d'avoir ainsi à leur disposition, dans un délai relativement court, des moyens de communication plus nombreux et plus souples qu'il n'aurait semblé possible il y a seulement dix ans"⁸⁴.

Pour plus de cent pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, soit 70% de la population mondiale, qui ne disposent pas des services indispensables dans les domaines de la presse, de la radiodiffusion et du cinéma, ces techniques pourraient, selon l'UNESCO, combiner les méthodes de télécommunication traditionnelles et les nouvelles dans le but d'assurer l'information à un coût moins élevé. Le Secrétaire général de l'UIT soutient ce point de vue lorsqu'il affirme que les pays en voie de développement devraient viser à

"se servir des techniques de télécommunication les plus modernes qui leur permettront d'établir la liaison avec les centres du grand trafic international et

83. Rapport de la réunion d'experts sur les nouvelles méthodes et techniques d'éducation, Unesco, 1963.

84. Les communications spatiales et les moyens de grande information, p. 9.

entre les principales artères nationales, tout en utilisant des techniques plus classiques et plus simples pour les liaisons avec des régions qui en sont encore à un stade de développement primitif⁸⁵.

La seule façon de s'assurer que les communications spatiales profitent à tous les pays, plutôt que d'élargir davantage l'écart existant entre les pays riches et les pays pauvres en information, serait de mettre en oeuvre des projets conjoints. Or, ces projets présentent des difficultés. L'agence Eurospace a évalué les coûts⁸⁶ d'établissement d'un système de douze satellites à défilement à 336 millions de dollars contre 132 millions pour un système de satellites stationnaire unique à altitude élevée. Une action collective s'impose donc pour appliquer un programme de systèmes de satellites soit régionaux, soit mondial. Pour l'ONESCO, cette action collective se situerait dans la tradition de coopération qui existe depuis longtemps dans le domaine des télécommunications ordinaires. A part les coûts d'établissement des satellites, il faut aussi construire des stations au sol. Le coût de cet équipement varie entre 1 et 8 millions de dollars⁸⁷. Le Brésil a déjà construit une station terrestre mobile qui peut être montée en 16 heures par quatre hommes. Il serait ainsi techniquement possible de construire des

85. Allocution à la 5^e session de la Commission économique pour l'Afrique, ibid.

86. Eurospace: Propositions pour un programme spatial européen, Eurospace, Paris, 1963, ibid.

87. idem, p. 11.

stations terrestres fixes que des pays voisins pourraient se partager. De plus, il faut s'assurer les services d'un personnel technique de 20 à 27 personnes pour qu'une station fonctionne 24 heures par jour. Dans quelques années, les coûts de construction et d'exploitation des satellites et des stations terrestres diminueront mais encore là, les pays sous-développés ne ~~pourra~~ seuls assumer ces coûts.

Les organisations internationales, y compris l'UNESCO, se sont fixés un objectif ayant trait aux communications par satellites. L'Assemblée générale des Nations Unies, dans une résolution en 1961, déclarait que l'espace extra atmosphérique devait être utilisé,

"... au profit des Etats, quel que soit leur stade de développement économique ou scientifique et que, en particulier, les nations du monde doivent pouvoir dès que possible communiquer au moyen de satellites sur une base mondiale et non discriminatoire"⁸⁸.

Pour qu'un système de communications par satellites ne soit pas discriminatoire, il faut le rendre accessible à tous les Etats. Ainsi l'UNESCO propose un plan de coopération:

"Certains pays souhaiteraient avoir une part dans la propriété et la gestion des satellites ... la participation d'autres pays se limiterait à la possession et à l'exploitation de leurs stations terrestres... D'autres encore pourraient se contenter de l'accès fourni par les stations terrestres de pays voisins. Enfin, il pourrait y avoir des pays - leur nombre diminuant avec le temps -

88. Résolution 1721 (XVI) adoptée sur recommandation du Comité des Nations Unies pour l'utilisation pacifique de l'espace (créé en 1959).

qui estimeraient que les moyens classiques suffisent pour l'instant à satisfaire leurs besoins⁸⁹.

La réalisation d'un tel plan serait facilité par la résolution de 1961 de l'Assemblée générale qui invitait les autorités du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial des Nations Unies à examiner, de consultation avec l'UIT, "les demandes d'assistance technique faite par les pays membres en vue d'une étude de leurs besoins en matière de télécommunications et de l'aménagement de leurs installations afin qu'ils puissent utiliser efficacement les télécommunications spatiales"⁹⁰. Les pays en voie de développement peuvent donc profiter de cet avantage.

La transmission par satellites représenterait une amélioration considérable des communications, surtout dans le cas de l'Asie et de l'Afrique. En effet, les méthodes actuelles d'émission et de réception par radio à haute fréquence ont de sérieux inconvénients. Le cycle de 11 ans des tâches scolaires exerce une forte influence sur la qualité de réception. Pour une période de trois à quatre ans de chaque cycle, les plus hautes fréquences des bandes H.F. deviennent peu utilisables et il faut alors concentrer les émissions sur les basses fréquences, ce qui augmente l'interférence. Or le cycle de 11 ans des tâches scolaires n'affecte pas les signaux transmis par satellites, ce qui éviterait le changement de fréquence et le matériel technique coûteux⁹¹.

89. Les communications spatiales et les moyens de grande inf., p.13

90. Résolution 1721 (XVI)

91. Les communications spatiales et les moyens de grande information, p. 21.

Un projet de programme de l'UNESCO dans le domaine des communications par satellites a été élaboré par la "réunion d'experts sur l'utilisation des satellites au profit des media d'information" en décembre 1965. Le groupe a considéré d'abord les effets sociaux que les nouvelles techniques peuvent causer:

1. "the general level of knowledge should rise;
2. there may be more pressure to make decisions; but more information to consider in deciding;
3. new types of organizations may be required;
4. the sense of remoteness may be reduced in the world;
5. there may be some reshuffling in the communication industry"⁹².

On a ensuite soumis quelques recommandations. D'abord on indique que le programme de formation de spécialistes dans le domaine des communications par satellite devrait être orienté vers les pays en voie de développement de façon à ce que ce ne soit pas toujours les mêmes pays qui contrôlent le système. On cite comme exemple l'école créée sous les auspices des Nations Unies à Thumbes (au sud de l'Inde) pour la formation de jeunes scientifiques de différents pays. Ainsi l'UNESCO pourrait participer à la création d'écoles de ce genre en Afrique, en Asie et en Amérique latine. L'UNESCO pourrait aussi fournir une assistance technique, i.e. fournir aux pays qui en font la demande des chercheurs, des experts et des bourses d'études. Enfin, l'UNESCO pourrait entreprendre une étude des communications spatiales et de la libre circulation de l'information⁹³.

92. Réunion d'experts, UNESCO, 1965, MC/52, p. 8.

93. ibid.

C. Evaluation des programmes

Quelle a été la contribution de l'UNESCO au développement de l'information dans le monde? En 20 ans d'existence, l'organisation peut présenter un bilan favorable. En premier lieu, elle a aidé, en coopération avec d'autres organismes internationaux, à libéraliser les échanges internationaux d'information par des accords et des arrangements internationaux. Plusieurs obstacles à la circulation de l'information dans le monde, d'autres sont en voie de disparaître. Deuxièmement, elle a contribué par divers moyens au développement des media dans les pays défavorisés. La recherche sur les media, notamment, de même que les projets pilotes et autres expériences, ainsi que l'aide directe aux Etats membres s'est avérée une promotion de tous les media. Troisièmement, grâce à son aide directe, l'UNESCO a permis le développement et la création de media nationaux bien avant que les nombreux pays qui en ont profité aient pu consacrer des ressources additionnelles à cette fin. Les missions d'experts ont permis l'établissement de réseaux de radio-diffusion, de télédiffusion, etc., peut-être dix ans avant que ces pays puissent le faire d'eux-mêmes. Lorsqu'on connaît la relation qui existe entre information et développement national, on peut donc conclure que l'aide de l'UNESCO a donné un élan au développement socio-politique de ces pays.

En troisième lieu, il faudrait signaler que l'UNESCO, en favorisant l'extension des media là où ils étaient auparavant inexistantes ou quasi inexistantes, a permis que plus de gens dans le monde soient informés. Plus de gens dans le tiers-monde ont maintenant accès à l'information, ce qui, avec la contribution d'autres facteurs, réduit l'analphabétisme.

Quatrièmement, elle a contribué au développement de l'éducation là où le besoin pressait le plus. Par la promotion des techniques audio-visuelles comme auxiliaires d'enseignement, les systèmes d'éducation de plusieurs pays ont pu progresser de façon plus rapide. Il faut ajouter un cinquième facteur. L'UNESCO a contribué à la planification du développement des media dans les pays sous-développés pour les années à venir. Si l'organisation devait cesser d'exister demain, le plan demeurerait. On n'arrête pas d'un coup le progrès; d'autres organismes pourraient continuer le travail.

Sixièmement, elle a contribué à diversifier la source des informations en multipliant les facilités qui existaient en 1950. La circulation des journaux a augmenté dans les régions en voie de développement. Il existe actuellement 155 agences de presse dans 80 pays alors qu'il n'y en avait que 96 dans 54 pays en 1950¹. Plusieurs réseaux de radio et de télévision existent maintenant là où on ne connaissait pas ces appareils. L'information donc non seulement atteint plus de gens mais provient de plus d'endroits, a des sources plus diversifiées.

1. 20 ans d'information dans le monde, p. 37.

Enfin, l'UNESCO a contribué à l'amélioration qualitative de l'information grâce à ses programmes de formation du personnel spécialisé. Les journalistes africains, asiatiques et latino-américains sont mieux préparés en général et plus aptes à renseigner convenablement leur public. Plus de 70 pays possèdent aujourd'hui des écoles de journalisme alors que 25 pays seulement disposaient de pareilles ressources avant 1950.

Le rôle de l'UNESCO donc dans le domaine des media est complexe; il s'agit d'une tâche de promotion de l'information par tous les moyens possibles et surtout mieux adaptés. Lindsay et Nixon résument cette tâche lorsqu'ils affirment:

"Le développement de l'information dans le monde au cours des vingt dernières années a été constant du point de vue quantitatif, encourageant, et à beaucoup d'égards spectaculaire. Depuis les années 50 en particulier, davantage de gens ont été en mesure de lire davantage de publications imprimées, d'assister à plus de spectacles cinématographiques, et de bénéficier de plus d'émissions de radio et de télévision"².

D'avantage de gens ont pu s'informer, voilà le bilan positif. Le bilan négatif, toutefois, semble aussi lourd considérant que l'écart entre les facilités d'information des pays riches et celles des pays pauvres est encore grand, ce qui amène Shuster à la conclusion:

"While these achievements (removing barriers) do not come near accomplishing what is desirable, they are nevertheless very much worthwhile"³.

2. idem, p. 39.

3. Shuster, Unesco, p. 38.

Tout programme de développement des media se heurte à de sérieuses difficultés. Il faut informer non seulement les agglomérations urbaines, mais aussi les régions rurales en tenant compte des progrès de l'alphabétisation afin de fournir à chacun les instruments d'information appropriés. La coordination au niveau national entre les différents ministères et les autorités compétentes n'existe pas toujours. Ainsi, les ministères d'éducation et d'information doivent poser le problème de l'information à l'échelon le plus élevé pour obtenir des résultats satisfaisants. De plus, plusieurs jeunes pays possèdent des appareils administratifs surchargés, ce qui ne facilite pas l'application des plans de travail. Toutefois, avec les tendances marquées dans les programmes de l'UNESCO depuis vingt ans, on peut supposer que le plan de développement des media suivra son cours malgré les nombreuses difficultés.

Conclusion

Nous nous proposons de définir le rôle de l'UNESCO dans le développement des systèmes d'information. Nous avons analysé les trois facteurs qui ont motivé la formulation et la mise en oeuvre de programmes dans ce domaine. En premier lieu, l'organisation a puisé dans les travaux des théoriciens des media et du développement économique social et politique pour affirmer:

"Les moyens d'information peuvent stimuler fortement l'aptitude à créer de nouvelles richesses en mobilisant au service du développement économique certaines ressources ... le développement des moyens d'information peut pourtant être lui-même considéré comme un élément essentiel des investissements préliminaires."¹

En second lieu, les enquêtes de 1947-1951 et celles de 1960-1962 ont dévoilé le manque d'information dans les pays en voie de développement. L'UNESCO avait prévu de 1955 à 1975 un accroissement de la demande par trois fois et demi² dans un pays défavorisé. L'aide à ces pays pouvait donc s'avérer des plus profitables. Troisièmement, les organisations gouvernementales et non-gouvernementales avaient

-
1. Rapport de l'UNESCO au Conseil économique et social. Les moyens d'information dans les pays sous-développés, p. 17.
 2. Re, Les indices de la demande, p. 78 (chap. 3, section 5, p. 36).

déjà considéré ce problème et s'étaient efforcés, dans la mesure de leurs ressources et de leurs objectifs, d'entreprendre une action dans ce domaine. L'UIT, la FAO et l'OPU avaient suggéré à leurs membres certaines mesures afin de favoriser la circulation de l'information. Les associations professionnelles de la presse, de la radio, etc. s'efforçaient d'atteindre le même but.

Pour ces trois raisons donc l'UNESCO avait cru en la nécessité d'un programme de coordination afin que les actions disparates entreprises jusqu'en 1950 puissent porter de meilleurs fruits. On a donc consacré les premières années de travail à des enquêtes et à la recherche en général. On a convoqué plusieurs réunions et conférences afin d'amener une participation de tous les milieux. On a tenté de coordonner les activités des gouvernements, des organismes nationaux et internationaux. Des projets pilotes et des expériences avaient pour but de préparer de plus larges programmes d'assistance technique et financière. On s'est vivement préoccupé de l'information en rapport avec l'éducation sous toutes ses formes. On a tenté d'améliorer à la fois la quantité d'information dans les pays dépourvus et la qualité en aidant à la formation du personnel spécialisé. Des groupes d'experts se sont penchés sur les nouveaux développements techniques, comme les satellites, afin d'en analyser les avantages pour les pays en voie de développement.

Nous avons choisi, comme principal critère d'évaluation, les services dans le but d'assurer le "minimum vital" et le développement de ses membres en matière d'information. Nous avons souligné, à la Section C du chapitre précédent, la nature des services de l'UNESCO, nous tenterons maintenant d'en indiquer l'étendue.

L'UNESCO avait déterminé des normes en matière d'information. Chaque pays devait avoir, comme "minimum vital" pour 100 habitants, 10 exemplaires de quotidiens, 5 postes récepteurs de radio, 2 places de cinéma et 2 postes récepteurs de télévision. Les statistiques de 1964 en information indiquent que ce "minimum" n'a pas été atteint et qu'il ne le sera pas avant quelques années. Avec la croissance de la population d'ici 1975, il faudra sans doute reviser les normes du "minimum" de sorte que les peuples des pays pauvres devront peut-être attendre plus longtemps.

Un fait important demeure, c'est que l'UNESCO a tenté de combler ce vide. Est-ce que le rôle de l'UNESCO fut indispensable? La nécessité d'un programme de coordination pour amener un développement des media dans le tiers-monde nous semble indispensable. Ce rôle, une autre organisation internationale aurait pu le jouer quoique l'UNESCO possédait, à cause de sa nature et de ses objectifs, le meilleur potentiel. En conséquence, elle devrait continuer et si possible accentuer son travail.

Peut-être la création d'un Comité permanent de l'information groupant les représentants de l'ONU, des organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux, assurerait une coordination encore plus étroite et faciliterait aussi le travail de l'UNESCO.

En terminant cette étude, nous arrivons à une autre constatation. Le travail de l'UNESCO dans le domaine de l'information démontre comment le "fonctionnalisme" au niveau international n'est pas une idée vaine. Le travail d'une organisation internationale peut apporter aux pays en voie de développement une aide "fonctionnelle" considérable sans laquelle il serait difficile de diminuer l'écart entre les nations riches et les nations pauvres.

APPENDICE I

Cahiers du Centre de Documentation du
Département de l'Information de l'UNESCO
(Etudes et documents d'information)

1. Films et films fixes sur l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, mai 1952 (épuisé)
2. Répertoire mondial du cinéma - Institutions s'intéressant aux films éducatifs, scientifiques et culturels: Section A: Afrique, Section B: Amérique (du Nord, Centrale et du Sud), Section C: Asie et Océanie, Section D: Europe, Section E: International, juillet 1952/septembre 1953 (gratuit)
3. Films et films fixes sur l'éducation, août 1952 (gratuit)
4. Publications de l'UNESCO sur l'Information - bibliographie annotée, octobre 1952 et Supplément 1954 (épuisé)
5. Télévision - une expérience de réception collective dans des villages français, août 1952 (épuisé)
6. Les appareils de projection à pétrole, novembre 1952 (gratuit)
7. Situation de la presse quotidienne en 1952, décembre 1953
8. La formation des journalistes - 1953, janvier 1954
9. Bibliographie sur la filmologie considérée dans ses rapports avec les sciences sociales, février 1954
10. Papier journal - Evolution de la situation de 1928 à 1951, février 1954
11. Papier d'impression (autre que le papier journal) et papier d'écriture - Evolution de la situation de 1929 à 1951, mars 1954
12. Papiers d'impression et d'écriture - Essai de prévision de la demande en 1955, 1960 et 1965, avril 1954
13. Esquisse d'une bibliographie internationale des ouvrages consacrés aux problèmes de la presse (1900-1952), septembre 1954
14. Catalogues de films de court métrage et de films fixes, février 1955
15. Catalogue des films ethnographiques français, mai 1955
16. Télévision et télé-clubs en milieu rural - une expérience française, juillet 1955
17. Normes internationales établies pour le catalogue des films et des films fixes de caractère éducatif, scientifique et culturel, Edition préliminaire, juin 1956
18. L'appréciation des films et films fixes, mai 1956
19. Liste des films recommandés pour les enfants et les adolescents jusqu'à 16 ans d'après les sélections faites dans 22 pays (date et prix à insérer)
20. Catalogue de 50 films de vulgarisation scientifique, septembre 1956
21. Recherches actuelles sur les moyens d'information, I, avril 1957
22. Des périodiques pour nouveaux alphabètes - Méthodes de rédaction, juin 1957
23. Les programmes culturels radiophoniques - Quelques expériences, décembre 1956

24. Les périodiques pour nouveaux alphabètes - Sept expériences, novembre 1957
25. Les groupes d'éducation populaire et les techniques audiovisuelles, 1958
26. Le kinescope et l'éducation populaire, 1958
27. Les auxiliaires visuels dans l'éducation de base et le développement communautaire, 1959
28. Les programmes cinématographiques pour la jeunesse, 1959
29. Comment réaliser des films à peu de frais, 1960
30. Le développement des moyens d'information en Asie, 1960
31. L'influence du cinéma sur les enfants et les adolescents. Bibliographie internationale annotée, 1961
32. Le film et la télévision au service de l'opéra, du ballet et des musées, 1961
33. Les moyens d'information dans les pays en voie de développement. Rapport de l'UNESCO à l'Organisation des Nations Unies, 1961
34. Le rôle de la coopération internationale dans la production cinématographique, 1961
35. Répertoire mondial du cinéma. Institutions s'intéressant aux films éducatifs, scientifiques et culturels, 1962
36. Les méthodes d'encouragement à la production et à la distribution des films de court métrage destinés à une exploitation commerciale, 1962
37. Le développement des moyens d'information en Afrique, Presse, radio, film, télévision, 1962
38. L'éducation sociale par la télévision, 1963
39. La contribution du film à l'enseignement du premier degré, 1963
40. Etude sur la création de centres nationaux de catalogage de films et de programmes de télévision, 1963
41. Les communications spatiales et les moyens de grande information, 1963
42. Initiation aux arts de l'écran, 1964
43. L'influence de la télévision sur les enfants et les adolescents. Bibliographie annotée
44. Catalogues de courts métrages et de films fixes: liste sélective. Edition 1963
45. La formation professionnelle en matière d'information, 1965
46. Les journaux ruraux multicoiés. Guide pour la production de journaux locaux à bon marché dans les pays en voie de développement. Robert de T. Lawrence (Etudes et documents d'information), 1965
47. Des livres pour les pays en voie de développement, Asie, Afrique, 1965
48. La radiodiffusion au service du développement rural, 1966
49. La radiodiffusion-télévision au service de l'éducation et du développement en Asie, 1967
50. La télévision et l'éducation sociale des finances, 1967

APPENDICE II

Liste des publications de la collection:

La presse, le film et la radio dans le monde d'aujourd'hui
publiées par l'UNESCO

- La formation professionnelle des journalistes (Robert W. Diamond), 1950
La formation professionnelle du personnel de la radio (Maurice Gorham), 1950
L'éducation par la radio. Radio scolaire (Roger Chausse), 1950
Les camions de cinéma et de radio pour l'éducation de base (Film Centre), 1950
Le problème du papier journal et des autres papiers d'impression, EP (The Economist), 1950
La radio dans l'éducation de base, EP (J. Grenfell Williams), 1950
Réception radiophonique à bon marché (Claude Mercier), 1951
La formation professionnelle des techniciens du film (Jean Lods), 1951
Le film récréatif pour spectateurs juvéniles (Henri Storck), 1951
Le droit de l'information (F. Terrou), 1952
L'industrie du cinéma dans six pays d'Europe (Film Centre), 1952
Les auxiliaires visuels et l'éducation de base, 1953
Télévision et éducation aux Etats-Unis, 1953
La presse, le film et la radio pour enfants, 1953
Papiers d'impression. Situation actuelle et perspective d'avenir, 1954
La tribune radiophonique rurale du Canada, 1954
Télévision et éducation populaires. Les télé-clubs en France (Joffre Dumazedier), 1956
La formation des journalistes (Enquête mondiale), 1958
La tribune radiophonique rurale de l'Inde (J.C. Mathur et Paul Neurath), 1959
La télévision et l'enseignement, 1960
La télévision rurale au Japon, 1960
L'éducation cinématographique, 1961

APPENDICE III

Programmes et budgets de l'UNESCO pour le développement des media d'information. (Les données n'incluent pas les salaires du personnel ni les bourses de formation.) (en dollars américains)

1. Programme et budget (prévisions) pour 1948

Media d'information

Chapitre I Conférences et réunions	\$ 40,150
Chapitre IV Octrois et subsides	<u>27,500</u>
Total	67,650

Sources: UNESCO, Budget Estimates for the Financial Year 1948 and Information Annex (Presented to the 2nd Session of the General Conference, 1947), 1947, p. 44.

2. Programme et budget (prévisions) pour 1949

Diffusion de la Pensée

a) Information des masses - Besoins techniques	123,235
b) Information des masses - Elimination des obstacles	<u>104,240</u>
Total	227,475

Sources: UNESCO, Prévisions budgétaires pour l'exercice financier de 1949, 1948, p. 62.

3. Programme et budget (prévisions) pour 1950

Diffusion de la Pensée

a) Information des masses - Besoins techniques	182,765
b) Information des masses - Elimination des obstacles	<u>84,537</u>
Total	267,302

Sources: UNESCO, Prévisions budgétaires pour l'exercice financier de 1950, 1949, p. 149.

4. Programme et budget (prévisions) pour 1951

Information

a) Amélioration des moyens et des techniques d'information	151,662
b) Réduction des obstacles à la circulation internationale de l'information	<u>59,150</u>
Total	210,812

Sources: Prévisions budgétaires pour l'exercice financier de 1951, 1950, p. 225.

5. Programme et budget (prévisions) pour 1952

Information

a) Amélioration des moyens et des techniques d'information	\$185,998
b) Réduction des obstacles à la circulation internationale de l'information	<u>88,922</u>
Total	274,920

Sources: Prévisions budgétaires pour l'exercice financier de 1952, 1951, p. 212.

6. Programme et budget (prévisions) pour 1953-1954

Information

a) Amélioration des moyens et des techniques d'information	Priorité A1	281,764
	A2	31,371
	B1	21,350
	B2	-
		<u>(334,485)</u>
b) Réduction des obstacles à la circulation internationale de l'information	Priorité A1	163,199
	A2	21,276
	B1	-
	B2	-
		<u>(184,475)</u>
Total		498,960

Sources: Projet de programme et prévisions budgétaires pour 1953 et 1954, 1952, p. 421

7. Programme et budget pour 1955 et 1956 (prévisions)

Information

a) Circulation internationale de l'information	171,171
b) Centre de documentation et échanges de programmes éducatifs, scientifiques et culturels et encouragement à l'élaboration de ces programmes	250,148
c) Emploi des moyens d'information pour l'éducation	354,284
d) Aide technique aux Etats membres pour le développement des services d'information	<u>220,044</u>
Total	995,647

Sources: UNESCO. Projet de programme et de budget pour 1955 et 1956, 1954, p. 157

8. Programme et budget (prévisions) pour 1957 et 1958

Information

I Programme ordinaire

a) Libre circulation de l'information \$163,245

II Activités spéciales

a) Assistance à la production de programmes d'information sur des thèmes éducationnels, scientifiques et culturels 184,304

b) Amélioration des media et techniques d'information 433,631

Total 781,180

Sources: UNESCO, Proposed Programme and budget for 1957-1958, p. 125

9. Programme et budget (prévisions) pour 1959 et 1960

I Programme ordinaire

1. Développement des moyens d'information 43,100

a) Libre circulation de l'information

b) Centre de documentation et mesures visant à favoriser la recherche sur l'information 56,400

2. Activités spéciales

a) Amélioration des moyens et techniques d'information 288,900

I (388,400)

II Assistance technique

a) Libre circulation de l'information 30,000

b) Développement de l'information 415,500

II (445,500)

Total 833,900

Sources: UNESCO, Projet de programme et de budget pour 1959 et 1960, 1958, p. 179

10. Programme et budget pour 1961-1962¹

I Programme régulier

1. Libre circulation et développement de l'information

a) Arrangements internationaux	11,800
b) Coopération avec l'ONU	4,000
c) Adresse aux conférences internationales	5,500
d. Etude de la libre circulation de l'information	<u>19,600</u>
	40,900

2. Développement des media

a) Etude du développement	10,000
b) Assistance aux membres	89,000
c) Fellowships (bourses)	<u>86,597</u>
	185,597

3. Utilisation des media en éducation

a) Assistance à l'Amérique latine pour films éducatifs	30,000
b) Bourses d'étude des services audio-visuels	15,000
c) Programme de développement des services audio-visuels en Asie	35,000
d) Bourses d'étude pour le développement d'un programme coopératif en Asie	33,000
e) Développement des programmes éducatifs diffusés en Afrique	55,000
f) Bourses d'étude - communications en Afrique	<u>20,000</u>
	188,000

4. Documentation et recherche dans le domaine des media

a) Service de documentation	22,200
b) Coopération avec un organisme international non-gouvernemental	62,800
c) Promotion de la recherche	<u>45,300</u>
	130,300

1. Approved Programme and Budget for 1961-62. UNESCO, février 1961 (chapitre 5), p. 302 ss.

II Assistance technique

a) Conférence régionale en Amérique latine et en Afrique	\$ 70,000
b) Assistance technique pour le développement des media	40,000
c) Assistance aux membres	15,400
d) Bourses - développement national des media	33,600
e) Assistance à l'Amérique latine pour les films éducatifs	33,850
f) Développement des services audio-visuels	448,039
g) Bourses - développement des services audio-visuels	<u>54,750</u>
	695,639
Programme régulier	544,797
Assistance	<u>695,639</u>
Total	\$1,240,436

11. Programme et budget pour 1963-1964¹

I. Programme ordinaire

1. Libre circulation des l'information

a) Développement des arrangements internationaux	3,400
b) Adresses aux conférences internationales	9,000
c) Coopération avec l'ONU	4,000
d) Etudes sur la libre circulation de l'information	27,000
e) Utilisation des communications spatiales	<u>20,000</u>
	63,400

2. Développement des media d'information

a) Aide aux Etats membres	20,000
b) Coopération avec CIESS (Strasbourg)	20,000
c) Bourses pour la formation de journalistes	25,000
d) Développement de la formation nationale des journalistes	57,800
e) Bourses pour la formation de spécialistes	-
f) Action en faveur des organisations professionnelles	<u>11,000</u>
	133,800

1. Programme et budget approuvés pour 1963-1964, UNESCO, février 1963 (chapitre 5).

3. Emploi des techniques d'information pour l'éducation

a) Expérience pilote (radiodiffusion)	\$ 10,000
b) Développement des services audio-visuels en Asie	20,000
c) Centre pilote en Afrique	67,000
d) Institut du cinéma éducatif d'Amérique latine (ILCE)	30,000
e) Participation aux activités d'Etats membres	<u>60,000</u>
	187,000

4. Documentation et recherche sur l'information

a) Diffusion	75,300
b) Encouragements à la recherche	<u>24,400</u>
	99,700

II. Assistance technique

1. Développement des techniques d'information dont Bourses	369,925 (64,725)
2. Emploi des techniques d'information dans l'éducation dont Bourses	574,325 <u>(38,925)</u>
	944,250

Programme ordinaire	483,900
Assistance	<u>944,250</u>
	<u>\$1,428,150</u>

12. Programme et budget pour 1965-1966¹

I Programme ordinaire

1. Recherches et études sur l'information

a) Promotion de l'information et recherches	43,400
b) Coopération avec les organismes non-gouvernementaux dans le domaine des media	<u>40,000</u>

83,400

2. Promotion de la libre circulation de l'information

a) Arrangements internationaux	21,000
b) Coopération avec les organismes internationaux	16,500
c) Rencontre d'experts pour l'utilisation des communications spatiales	26,000
d) Coopération avec autres organismes	<u>3,000</u>

66,500

1. Approved Programme and budget for 1965-1966, UNESCO, janvier 1965 (section 4)

3. Développement des media et formation de spécialistes	
a) Assistance aux membres	\$ 25,400
b) Formation de spécialistes	70,000
c) Instituts de recherche	<u>60,000</u>
	155,400
4. Emploi des media pour l'éducation extra-scolaire	
a) Adoption de nouvelles méthodes	35,900
b) Projet pilote (Dakar, Sénégal)	90,000
c) Diffusion d'émissions éducatives	20,000
d) Assistance aux pays	<u>20,000</u>
	165,900
	Total 471,200
II Assistance technique	
1. Développement des media et formation de spécialistes	662,530
2. Utilisation des media pour éducation extra-scolaire	<u>586,818</u>
	1,249,348
	Programme ordinaire 471,200
	Assistance technique
	<u>1,249,348</u>
	<u>\$1,720,548</u>

13. Programme et budgets pour 1967-et 1968 (prévisions)

Moyens d'information 4.2 (1125)

I Programme ordinaire et assistance technique

1. Recherches et études sur l'information

a) Renseignements et recherches	\$ 4,600
b) Coopération avec les organismes du domaine de l'information	40,000
c) Aide aux Etats membres	<u>40,000</u>
	(84,600)

2. Développement des moyens d'information
et formation de spécialistes

a) Formation de spécialistes: Instituts, cinéma, télévision, radio, Afrique, jour- nalistes	479,200
b) Aide aux Etats membres	530,000
c) Action en faveur du livre	<u>67,200</u>
	(1,076,400)

3. Education extra-scolaire

a) Adoption de nouvelles méthodes d'emploi des media d'information	60,000
b) Expérience pilote	184,000
c) Formation en Asie	40,000
d) Coopération avec les Etats membres	<u>540,000</u>
	(824,000)

Total 1,985,000

Assistance technique 1,395,400
Programme ordinaire 589,600

Total \$1,985,000

Sources: Projet de programme et de budget pour 1967-1968,
1966, 4.2 (1125).

BIBLIOGRAPHIE

Publications de l'UNESCO

A. Sources primaires

I - Les media d'information en général

Accords pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel. Avantages et modalités d'application, 1952, 22p.

Accord visant à faciliter la circulation du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel. Avantages et modalités d'application, 1954, 26 p.

Actes de la Conférence intergouvernementale du droit d'auteur, Genève, 18-août-6 septembre 1952, 1955, 428 p.

Assistance technique: rôle de l'UNESCO, 1957, 22 p.

Associations professionnelles de l'information (Les). Répertoire d'organisations de presse, film, radio, télévision, 1960, 219 p.

Budget Estimates for the Financial Year 1948 and Information Annex. Presented to the 2nd Session of the General Conference, 1947,1946.

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier de 1949, 1948.

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier de 1950, 1949.

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier de 1951, 1950.

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier de 1952, 1951.

Projet de programme et prévisions budgétaires pour 1953 et 1954,1952.

Projet de programme et de budget pour 1955 et 1956, 1954.

Proposed Programme and Budget for 1957-1958, 1956.

Projet de programme et de budget pour 1959 et 1960, 1958.

Approved Programme and Budget for 1961-1962, 1961

Programme et budget approuvés pour 1963 et 1964, 1963.

Approved Programme and Budget for 1965-1966, 1965.

Projet de programme et de budget pour 1967 et 1968, 1966.

Contribution made by Mass Communication media to International Understanding (The), Max Egly, in International Journal of Adult and Youth Education, Vol. XVI, No. 3-4, 1964, p. 147.

Développement des moyens d'information en Afrique(Le), presse, radio, film, télévision (Etudes et Documents d'information, n° 37), 1962, 58 p.

Développement des moyens d'information en Asie (Le). Compte rendu de la réunion organisée par l'UNESCO, Bangkok, janvier 1960 (Etudes et Documents d'information, n° 30), 1960, 114 p.

Droit à l'information (Le), Fernand Terrou et Lucien Solal, 1951, 440 p.

Echanges culturels et barrières commerciales, 1953, 198 p.

Formation professionnelle en matière d'information (La), (Etudes et Documents d'information, n° 45, 1965, 48 p.

Groupes d'éducation populaire et techniques audio-visuelles, Cahiers du centre de documentation, n° 25, 1958.

Information à travers le monde (L'), 1956, 284 p.

Information et développement national (L'), Wilbur Schramm, 1966, 354 p.

Moyens d'information dans les pays en voie de développement (Les), Rapport de l'UNESCO à l'Organisation des Nations Unies (Etudes et Documents d'information, n° 33, 1961, 50 p.

Presse, Film, Radio. Rapports sur les moyens techniques de l'information

Vol. I: 1947, 193 p.
Vol. II: 1948, 344 p.
Supp. I: 1948, 40 p.
Vol. III: 1949, 315 p.
Supp. II: 1950, 98 p.
Vol. IV: 1951, 645 p.
Vol. V: 1952, 618 p.

Presse, film et radio pour enfants, Philippe Bauchard, 1953, 211 p.

Qu'est-ce que l'UNESCO? 5^e édition, 1966, 79 p.

Rapport de la Commission des besoins techniques, presse, film, radio, après enquête dans dix-sept pays, Paris, 1948, 344 p.

Rapport de la Commission des besoins techniques, presse, film, radio, après enquête dans douze pays dévastés par la guerre, Paris, 1947, 194 p.

Rapport de la Commission des besoins techniques, presse, film, radio, après enquête dans quatorze pays et territoires, Paris, 1949, 315 p.

Rapport de la Commission des besoins techniques, presse, film, radio, publié en 1947 après enquête dans douze pays. Premier supplément. Paris, 1948, 40 p.

Rapport de la Commission des besoins techniques, presse, film, radio, publié en 1947 et 1948. Deuxième supplément. Paris, 1950, 100 p.

Rapport du Directeur général sur l'activité de l'organisation en 1948 (Présenté à la Conférence générale, 3^e session)

novembre 1948, 69 p.

en 1949 (Présenté à la Conférence générale, 4^e session)

septembre 1949, 85 p.

d'avril 1950 à mars 1951, juin 1951, 169 p.

d'avril 1951 à juillet 1952, octobre 1952, 197 p.

en 1954, 1955, 192 p.

en 1955, 1956, 231 p.

en 1956, 1957, 285 p.

en 1957, 1958, 279 p.

en 1958, 1959, 223 p.

en 1959, 1960, 284 p.

en 1960, 1961, 301 p.

en 1961, 1962, 325 p.

en 1962, 1963, 218 p.

en 1963, 1964, 167 p.

en 1964, 1965, 174 p.

en 1966, 1967, 177 p.

Recherches actuelles sur les moyens d'information, I, 1957.

Cahiers du centre de documentation, n° 21, 79 p.

Transmissions des informations (la)? Les télécommunications et la presse, Francis Williams, 1953, 111 p.

Transmissions des messages de presse. Etude communiquée ...

au Conseil économique et social des Nations Unies. Préparée par l'UNESCO et l'Union internationale des télécommunications, 1956, 96 p.

Vingt ans d'information dans le monde, in Le Courrier, juillet-août 1966 (XIX) par Robert Lindsay et Raymond B. Nixon, p. 37-40.

II - Films

L'appréciation des films et films fixes, Manuel, par Mary L. Allison, Emily S. Jones, Edward T. Schofield, 1956, 24 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 18).

Les auxiliaires visuels et l'éducation de base, 1952, 185 p.

Bibliographie sur la filmologie considérée dans ses rapports avec les sciences sociales, par Jan C. Bouman, 1954, 42 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 9). Épuisé.

Les canions de cinéma et de radio pour l'éducation de base,
par Film Centre, Londres, 1949, 204 p. Epuisé.

Catalogues de films de court métrage et de films fixes. Liste
sélective. 1955, 29 p. (Cahiers du centre de documentation,
n° 14).

Catalogues des films ethnographiques français, 1955, 69 p.
(Cahiers du centre de documentation, n° 15).

Catalogue de 50 films de vulgarisation scientifique, sélectionnés
et appréciés par l'Association internationale du cinéma scien-
tifique, 1956, 33 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 20.
Epuisé.

Comment réaliser des films à peu de frais. L'expérience pilote
UNESCO-UNRWA (Etudes et Documents d'information, 29), 1960.

Education cinématographique (L'), (Réimpression), Paris, 1962,
127 p. (La presse, le film, la radio et la télévision dans
le monde d'aujourd'hui).

Film sur l'art (Le)

Film récréatif pour spectateurs juvéniles (Le), par Henri Storck,
1950, 252 p.

Films pour enfants et adolescents. Sélection faite dans vingt-
deux pays, 1956, 118 p. (Etudes et documents d'information,
n° 19. Epuisé.

Formation professionnelle des techniciens du film (La), par
Jean Lods, 1951, 158 p.

Influence du cinéma sur les enfants et les adolescents(L').
Bibliographie internationale annotée. Paris, 1961, 112 p.
(Etudes et documents d'information, n° 31).

Initiation aux arts de l'Ecran(L')Le développement du sens
critique chez le spectateur. (Etudes et documents d'informa-
tion, n° 42), 1965.

Industrie du cinéma dans six pays d'Europe (L'), par Film
Centre, Londres, 1950, 171 p.

Méthodes d'encouragement à la production et à la distribution
des films de court métrage destinés à une exploitation commer-
ciale (Les). (Etudes et documents d'information, n° 36), 1962.

Normes internationales établies pour le catalogue des films
fixes de caractère éducatif, scientifique et culturel, 1956,
53 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 17.)

Presse filmée dans le monde (La), par Peter Baechlin et Maurice Muller-Strauss, 1952, 96 p. Epuisé.

Répertoire mondial du cinéma. Institutions s'intéressant aux films éducatifs, scientifiques et culturels. Paris, UNESCO, 1962, 70 p. (Etudes et documents d'information, n° 35).

Rôle de la coopération internationale dans la production cinématographique (Le). (Etudes et documents d'information, n° 34) 1962.

III - Presse

Agences télégraphiques d'information (Les), 1953, 22 p.

Des livres pour les pays en voie de développement. Asie, Afrique. (Etudes et documents d'information, n° 47), 1965.

Esquisse d'une bibliographie internationale des ouvrages consacrés aux problèmes de la presse (1900-1952), 1954, 96 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 13). Epuisé.

La formation professionnelle des journalistes, par Robert W. Desmond, 1949, 105 p.

La formation des journalistes, 1953, 1954, 48 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 8).

La formation des journalistes. Enquête mondiale sur la préparation aux carrières de l'information. Paris, 1958, 228 p. (La presse, le film et la radio dans le monde d'aujourd'hui (Me58IV19F)).

Les journaux ruraux mult copiés. Guide pour la production de journaux locaux à bon marché dans les pays en voie de développement. Robert de T. Lawrence. (Etudes et documents d'information, n° 46), 1965.

Le livre dans le monde, par R.E. Barker, 1956, 115 p.

Papiers d'impression. Situation actuelle et perspectives d'avenir, par le Service de recherches de The Economist, Londres, 1953, 184 p.

Papier d'impression (autre que le papier journal) et papier d'écriture. Evolution de la situation de 1929 à 1951, 1954, 44 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 11).

Papier journal. Evolution de la situation de 1928 à 1951, 1954, 64 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 10).

Papiers d'impression et d'écriture. Essai de prévision de la demande en 1955, 1960 et 1965, par le Service de la recherche de The Economist, Londres, 1954, 120 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 12).

Périodiques pour nouveaux alphabètes (Les). Sept expériences, 1957, 58 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 24).

Périodiques pour nouveaux alphabètes. Méthodes de rédaction, 1957, 34 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 22).

Problème du papier journal et des autres papiers d'impression (Le), par le Service de recherches de The Economist, Londres, 1949, 13 p.

Une semaine dans le monde - Etude comparée de 17 grands quotidiens, par Jacques Kayser, 1953, 131 p.

Situation de la presse quotidienne en 1952, 1953, 44 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 7).

Statistiques sur les journaux et autres périodiques, Paris, 1959, 71 p. (Rapports et études statistiques, 4)

Transmission des informations (La), par Francis Williams, 1953, 111 p.

Transmission des messages de presse, 1956, 96 p.

IV - Radio

L'éducation par la radio. Radio scolaire, par Roger Clause, 1953, 72 p. Epuisé.

La formation professionnelle du personnel de la radio, par Maurice Gorham, 1949, 115 p.

Les programmes culturels radiophoniques. Quelques expériences, 1956, 65 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 23)

La radio et l'école. Rapports sur l'organisation de la radio scolaire en divers pays, 1949, 227 p.

La radio et l'éducation de base dans les régions insuffisamment développées, par J. Grenfell Williams, 1953, 164 p.

La radiodiffusion dans le monde, Coddington, George A. Jr., Paris, 1959, 190 p.

La radiodiffusion au service du développement rural. (Etudes et documents d'information, n° 48), 1966.

La radiodiffusion-télévision au service de l'éducation et du développement en Asie. (Etudes et documents d'information, n° 49), 1967.

La réception radiophonique à bon marché, par Claude Mercier, 1950, 126 p.

Statistiques de la radiodiffusion et de la télévision 1950-1960. Paris, UNESCO, 1963, 88 p. (Rapports et études statistiques, n° 8).

La Tribune radiophonique rurale du Canada, par John Nicol, Albert A. Shea, G.J.P. Simmins, sous la direction de R. Alex Sim, 1954, 261 p.

La Tribune radiophonique rurale de l'Inde, Mathur, C.J., Neurath, Paul. Paris, 1960, 156 p. ill. (La Presse, le film et la radio dans le monde d'aujourd'hui).

V - Télévision

L'éducation sociale par la télévision. Compte rendu d'une expérience organisée par la société All India Radio avec le concours de l'UNESCO, Paris, 1963, 47 p. (Etudes et documents d'information n° 38).

Etudes sur la création de centres nationaux, de catalogage de films et de programmes de télévision. (Etudes et documents d'information, n° 40), 1963.

L'influence de la télévision sur les enfants et les adolescents. Bibliographie annotée et exposé des recherches sous la direction de Wilbur Schramm. (Etudes et documents d'information n° 43), 1965.

Le kinescope et l'éducation populaire, par Joffre Dumazedier, avec la collaboration de Barbro Sylwan. (Cahiers du centre de documentation n° 26).q

Télévision et éducation aux Etats-Unis, par Charles A. Siepmann, 1953, 138 p.

Télévision et éducation populaire, par Joffre Dumazedier, avec la collaboration de A. Kedros et B. Sylwan, 1955, 283 p.

La télévision et l'éducation sociale des femmes. (Etudes et documents d'information, n° 50), 1967.

La télévision dans le monde. Rapports sur les moyens techniques de l'information, 1953, 198 p.

La télévision dans le monde. Supplément 1955. Rapports sur les moyens techniques de l'information, 1955, 52 p.

La télévision rurale au Japon. Rapport sur une expérience d'éducation des adultes. Paris, 1961, 211 p. (La presse, le film et la radio dans le monde d'aujourd'hui).

Télévision et télé-clubs en milieu rural. Une expérience française, par Roger Louis et Joseph Rovin, 1955, 25 p. (Cahiers du centre de documentation, n° 26).

Télévision - une expérience de réception collective dans les villages français. (Cahiers du centre de documentation, n° 6), août 1952, épuisé.

VI - Communications spatiales

Les communications spatiales et les moyens de grande information. Rapport présenté par l'UNESCO à l'occasion de la conférence de 1963 sur les communications spatiales, Paris, 1963, 26 p. (Etudes et documents d'information n° 41).

Communication satellites - Some social implications, par Wilbur Schramm, Paris, 1965.

Meeting of Experts on the use of space communication by the mass media. Paris 1965.

B. Sources secondaires

- Alexander, Yonah, International Technical Assistance Experts: a case study of the U.N. experiences. (Praeger special studies in International Economics and Development). Praeger, 1966, 221 p.
- Cutright, Phillips, "National Political Development" in : Nelson, Polsby, etc., Political and Social Life, re Nelson, etc.
- Damle, Y.B., Communication of Modern Ideas and Knowledge in Indian Villages, Public Opinion Quarterly, Vol. XX, n° 1, 1956, pp. 257-270.
- Deutsch, Karl W., Nationalism and Social Communication, M.I.T. Press, 1966, 345 p.
- Deutsch, Karl W., Shifts in the Balance of Communication Flows: A problem of Measurements in International Relations, Public Opinion Quarterly, XV, 1956, Vol. I, pp. 143-160.
- Doob, Leonard W., Communication in Africa: a search for boundaries, New Haven, Yale University Press, 1961.
- Freedman, Joffre, "La sociologie des communications de masse" in Aspects de la Sociologie Française, G. LeBras, P.H. Chombart de Louwe, etc. Les Editions Ouvrières, 1966, pp. 79-88.
- Huabayashi, Gordon K., El Kitatib, F.M. Communication and Publical awareness in the villages of Egypt, Public Opinion Quarterly, 22, 1958, pp. 357-363
- Klapper, J.T., Mass Communication Research: an old road resurveyed, Public Opinion Quarterly, 27 (4) Wialt, 1963, pp.515-527.
- Klapper, J.T., "What we know about the effects of mass communication: the Brink of Hope". Re. David Singer, Human Behaviour and International Politics, pp. 303-313.
- Lerner, Daniel, The Passing of Traditional Society: Modernizing the Middle East, Free Press, 1958, 466 p.
- Lippman, Walter, Public Opinion, Harcourt Brace, 1922.
- McCrone, D.J., and Cnudde, C.F., Toward a Communications' Theory of Democratic Political Development: A Causal Model, American Political Science Review, Vol. LXI, n° 1, March 1967, pp. 72-80.

- Masline, A., "La coopération culturelle et les relations internationales" in La sociologie en URSS, Rapports des membres de la délégation soviétique au VI^e Congrès International de Sociologie, Editions du Progrès, Moscou, 1966.
- Meynaud, Jean, Les groupes de pression internationaux, Etudes de Sciences politiques, 3, 560 p.
- Nations-Unies, Annuaire démographique, 1961, 1962 (XIII.I), 713 p.
- Nations Unies, U.N. Yearbook, 1960, 1961.
- Nelson, Polsby et al. (Editeurs), Political and Social Life, Houghton Mifflin, Boston, 1963.
- Pye, Lucian W., Communications and Political Development, Princeton University Press, 1963.
- Pye, Lucian W., Aspects of Political Development (Series in Comparative Politics), Little, Brown, 1966, 205 p.
- Rogers, E.M., Mass media exposure and modernization among Colombian peasants, Public Opinion Quarterly, 29 (4), Winter 65-66, pp. 614-625.
- Schramm, W., The Science of Human Communication, Basic Books, New York, 1963.
- Shuster, George N., UNESCO - Assessment and Promise, Harper and Row, 1963.
- Singer, David, Human Behaviour and International Politics, Prentice Hall, 1965.
- Sternberg-Sarel, Beno, La radio en Afrique noire d'expression française. Communications, Editions Le Seuil, n^o 1, 1961, pp. 108-127.
- Tchakhotine, Serge, Le viol des foules par la propagande politique, Gallimard, 1952, 605 p.
- Sola Pool, I. de, Trends in Content Analysis, University of Illinois Press, 1959.

